# Résumé de l'expertise n° PCT2026-02/4347

Cette page de synthèse ne peut être utilisée indépendamment du rapport d'expertise complet.



## Désignation du ou des bâtiments

*Localisation du ou des bâtiments :*
Adresse : ..... **170, rue du grand champ**
Commune : ..... **73000 CHAMBÉRY**
**Section cadastrale AX, Parcelle(s) n° 273**
Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :
**Bat. III; Esc. E; Etage 4; Porte Droite, Lot numéro 20-61**
Périmètre de repérage : ... **Habitation et garage**

| | Prestations | Conclusion |
|---|---|---|
| | Mesurage | Superficie Loi Carrez totale : 74,09 m²<br>Surface au sol totale : 79,68 m² |
| | DPE | 146 kWh/m²/an \| 13 kg $CO_2$/m²/an C<br>Estimation des coûts annuels : entre 890 € et 1 250 € par an<br>Prix moyens des énergies indexés sur les années 2021, 2022, 2023<br>Numéro enregistrement DPE (ADEME) : 2673E0466021X |
| | Électricité | L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie. |
| | ERNMT | Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels<br>Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers<br>Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques<br>Zone sismique définie en zone 4 selon la règlementation parasismique 2011<br>ENSA : L'immeuble n'est pas concerné par un plan d'exposition aux bruits<br>ENSA : Aucune nuisance aérienne n'a été identifiée sur le bien<br>Aucun site pollué (ou potentiellement pollué) n'est répertorié par BASOL.<br>3 sites industriels ou activités de service sont répertoriés par BASIAS. |

# DPE Diagnostic de performance énergétique (logement)

Pour vérifier la validité de ce DPE, scannez le QR code

n° : 2673E0466021X

Etabli le : 17/02/2026

**Valable jusqu'au : 16/02/2036**

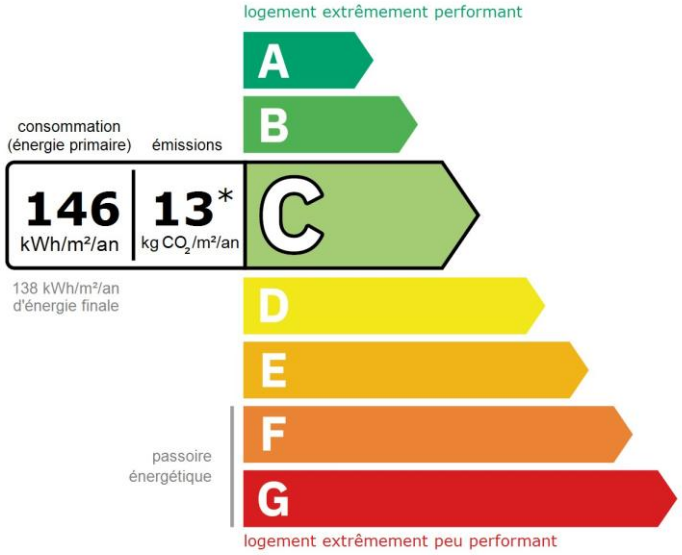
Ce document vous permet de savoir si votre logement est économe en énergie et préserve le climat. Il vous donne également des pistes pour améliorer ses performances et réduire vos factures. *Pour en savoir plus : https://www.ecologie.gouv.fr/diagnostic-performance-energetique-dpe*



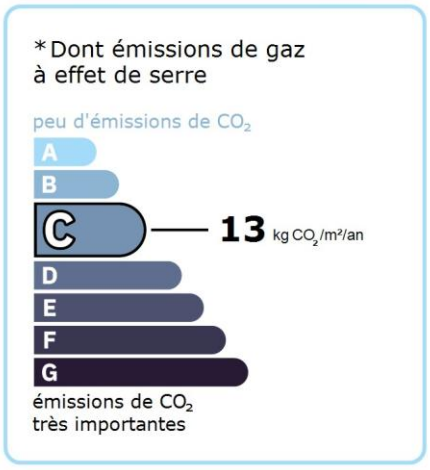

Adresse : **170, rue du grand champ, 73000 CHAMBÉRY**
Bat. III; Esc. E; Etage 4; Porte Droite, N° de lot: 20-61
Type de bien : Appartement
Année de construction : 2010
Surface de référence : **74,09 m²**

Propriétaire : BARDOU Nicolas GOUJON Alice
Adresse : 67, rue Francois DOUAUD 33130 BÈGLES

## Performance énergétique et climatique




Le niveau de consommation énergétique dépend de l'isolation du logement et de la performance des équipements.
Pour l'améliorer, voir pages 4 à 6




**Ce logement émet 1 030 kg de $CO_2$ par an, soit l quivalent de 5 335 km parcourus en voiture.**
Le niveau d'émissions dépend principalement des types d'énergies utilisées (bois, électricité, gaz, fioul, etc.)

## Estimation des coûts annuels d'énergie du logement

Les coûts sont estimés en fonction des caractéristiques de votre logement et pour une utilisation standard sur 5 usages (chauffage, eau chaude sanitaire, climatisation, éclairage, auxiliaires) voir p.3 pour voir les détails par poste.

entre et par an

Prix moyens des énergies indexés sur les années 2021, 2022, 2023 (abonnements compris) conformément à l'arrêté du 31 mars 2021 en vigueur lors de l'établissement du DPE

**Comment réduire ma facture d'énergie ?**
Voir p. 3

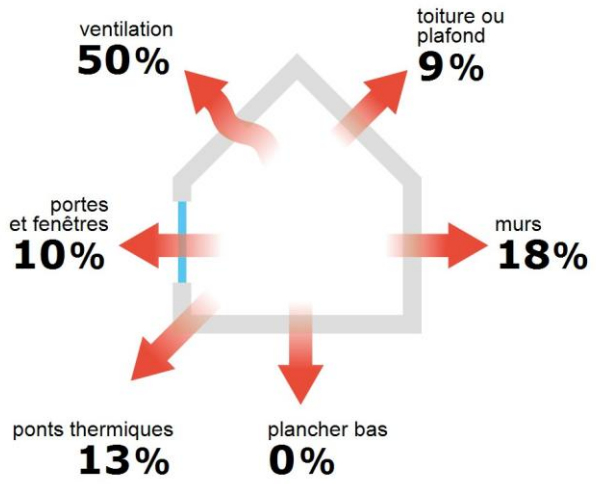
Informations diagnostiqueur

**ADES diagnostic**
266 montée du Puits
73610 LÉPIN LE LAC
tel : 06.20.59.43.16

Diagnostiqueur : MOUGENOT Sylvère
Email : contact@ades-savoie.fr
N° de certification : 16-740
Organisme de certification : ABCIDIA CERTIFICATION

À l'attention du propriétaire du bien au moment de la réalisation du DPE : Dans le cadre du Règlement général sur la protection des données (RGPD), l'Ademe vous informe que vos données personnelles (Nom-Prénom-Adresse) sont stockées dans la base de données de l'observatoire DPE à des fins de contrôles ou en cas de contestations ou de procédures judiciaires. Ces données sont stockées jusqu'à la date de fin de validité du DPE. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement ou une limitation du traitement de ces données. Si vous souhaitez faire valoir votre droit, veuillez nous contacter à l'adresse mail indiquée à la page «Contacts» de l'Observatoire DPE (https://observatoire-dpe.ademe.fr/).

## Schéma des déperditions de chaleur




## Performance de l'isolation




## Système de ventilation en place

VMC SF Hygro B de 2001 à 2012

## Confort d'été (hors climatisation)*




**Les caractéristiques de votre logement améliorant le confort d'été :**



logement traversant



toiture isolée

**Pour améliorer le confort d'été :**



Équipez les fenêtres de votre logement de volets extérieurs ou brise-soleil.

## Production d'énergies renouvelables

**équipement(s) présent(s) dans ce logement :**



**réseau de chaleur ou de froid vertueux**

**D'autres solutions d'énergies renouvelables existent :**



pompe à chaleur



chauffe-eau thermodynamique



panneaux solaires photovoltaïques



panneaux solaires thermiques



géothermie



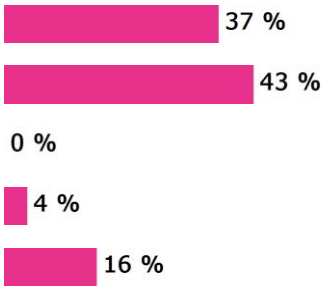
chauffage au bois

*Le niveau de confort d'été présenté ici s'appuie uniquement sur les caractéristiques de votre logement (la localisation n'est pas prise en compte).

## Montants et consommations annuels d'énergie

| Usage | | Consommation d'énergie (en kWh énergie primaire) | | Frais annuels d'énergie (fourchette d'estimation*) |
|---|---|---|---|---|
| chauffage | Réseau de chaleur | 4 466 | (4 466 é.f.) | entre 330 € et 460 € |
| eau chaude | Réseau de chaleur | 5 112 | (5 112 é.f.) | entre 380 € et 530 € |
| refroidissement | | | | |
| éclairage | Electrique | 262 | (138 é.f.) | entre 40 € et 60 € |
| auxiliaires | Electrique | 1 000 | (527 é.f.) | entre 140 € et 200 € |
| **énergie totale pour les usages recensés :** | | 10 840 kWh (10 242 kWh é.f.) | | entre **890** € et **1 250** € par an |

**Répartition des dépenses**




**Pour rester dans cette fourchette d'estimation, voir les recommandations d'usage ci-dessous**

Conventionnellement, ces chiffres sont donnés pour une température de chauffage de 19° réduite à 16°C la nuit ou en cas d'absence du domicile, une climatisation réglée à 28° (si présence de clim), et une consommation d'eau chaude de 112ℓ par jour.

é.f. → énergie finale
Prix moyens des énergies indexés sur les années 2021, 2022, 2023 (abonnements compris) conformément

à l'arrêté du 31 mars 2021 en vigueur lors de l'établissement du DPE

⚠ Seules les consommations d'énergie nécessaires au chauffage, à la climatisation, à la production d'eau chaude sanitaire, à l'éclairage et aux auxiliaires (ventilateurs, pompes) sont prises en compte dans cette estimation. Les consommations liées aux autres usages (électroménager, appareils électroniques...) ne sont pas comptabilisées.

⚠ Les factures réelles dépendront de nombreux facteurs : prix des énergies, météo de l'année (hiver froid ou doux...), nombre de personnes dans le logement et habitudes de vie, entretien des équipements....

## Recommandations d'usage pour votre logement

Quelques gestes simples pour maîtriser votre facture d'énergie :

### Température recommandée en hiver → 19°C

Chauffer à 19°C plutôt que 21°C, c'est -20% sur votre facture **soit -100€ par an**

**Astuces**
- → Diminuez le chauffage quand vous n'êtes pas là.
- → Chauffez les chambres à 17° la nuit.

### Si climatisation, température recommandée en été → 28°C

**Astuces**
- → Fermez les fenêtres et volets la journée quand il fait chaud.
- → Aérez votre logement la nuit.

### Consommation recommandée → 112ℓ/jour d'eau chaude à 40°C

Estimation faite par rapport à la surface de votre logement (2-3 personnes). Une douche de 5 minute = environ 40ℓ

46ℓ consommés en moins par jour, c'est -29% sur votre facture **soit -187€ par an**

**Astuces**
- → Installez des mousseurs d'eau sur les robinets et un pommeau à faible débit sur la douche.
- → Réduisez la durée des douches.

**En savoir plus sur les bons réflexes d'économie d'énergie : france-renov.gouv.fr**

Voir en annexe le descriptif détaillé du logement et de ses équipements

## Vue d'ensemble du logement

| | description | isolation |
|---|---|---|
| **Murs** | Mur en béton banché d'épaisseur 22,5 cm avec isolation intérieure (réalisée entre 2006 et 2012) donnant sur l'extérieur<br>Mur en béton de mâchefer d'épaisseur 22,5 cm avec isolation intérieure (réalisée entre 2006 et 2012) donnant sur l'extérieur<br>Mur en béton banché d'épaisseur 22,5 cm non isolé donnant sur des circulations avec ouverture directe sur l'extérieur | bonne |
| **Plancher bas** | Dalle béton non isolée donnant sur un local chauffé | Sans objet |
| **Toiture/plafond** | Plafond sous solives bois donnant sur un comble très faiblement ventilé avec isolation extérieure (réalisée entre 2006 et 2012) | moyenne |
| **Portes et fenêtres** | Fenêtres battantes pvc, double vitrage avec lame d'argon 16 mm et volets battants pvc / Fenêtres battantes pvc, double vitrage avec lame d'argon 16 mm et volets roulants pvc / Fenêtres oscillantes bois, double vitrage avec lame d'argon 16 mm à isolation renforcée / Portes-fenêtres battantes pvc, double vitrage avec lame d'argon 14 mm à isolation renforcée et volets roulants pvc / Porte(s) bois opaque pleine | bonne |

## Vue d'ensemble des équipements

| | description |
|---|---|
| **Chauffage** | Réseau de chaleur vertueux isolé (système collectif). Emetteur(s): radiateur bitube avec robinet thermostatique |
| **Eau chaude sanitaire** | Combiné au système de chauffage |
| **Climatisation** | Néant |
| **Ventilation** | VMC SF Hygro B de 2001 à 2012 |
| **Pilotage** | Sans système d'intermittence |

## Recommandations de gestion et d'entretien des équipements

Pour maîtriser vos consommations d'énergie, la bonne gestion et l'entretien régulier des équipements de votre logement sont essentiels.

| | type d'entretien |
|---|---|
| **Eclairage** | Eteindre les lumières lorsque personne n'utilise la pièce. |
| **Isolation** | Faire vérifier les isolants et les compléter tous les 20 ans. |
| **Radiateur** | Laisser les robinets thermostatiques en position ouverte en fin de saison de chauffe.<br>Ne jamais placer un meuble devant un émetteur de chaleur.<br>Purger les radiateurs s'il y a de l'air. |
| **Ventilation** | Nettoyage et réglage de l'installation tous les 3 ans par un professionnel.<br>Nettoyer régulièrement les bouches.<br>Veiller à ouvrir les fenêtres de chaque pièce très régulièrement |

Selon la configuration, certaines recommandations relèvent de la copropriété ou du gestionnaire de l'immeuble.

## Recommandations d'amélioration de la performance

**Des travaux peuvent vous permettre d'améliorer significativement l'efficacité énergétique de votre logement et ainsi de faire des économies d'énergie, d'améliorer son confort, de le valoriser et de le rendre plus écologique. Le pack 1 de travaux vous permet de réaliser les travaux prioritaires, et le pack 2 d'aller vers un logement très performant.**

Si vous en avez la possibilité, il est plus efficace et rentable de procéder à une rénovation globale de votre logement (voir packs de travaux 1 + 2 ci-dessous). La rénovation performante par étapes est aussi une alternative possible (réalisation du pack 1 avant le pack 2). Faites-vous accompagner par un professionnel compétent (bureau d'études, architecte, entreprise générale de travaux, groupement d'artisans...) pour préciser votre projet et coordonner vos travaux.

### 1 Les travaux essentiels

| Lot | Description | Performance recommandée |
|---|---|---|
| | Etape non nécessaire, performance déjà atteinte | |

### 2 Les travaux à envisager

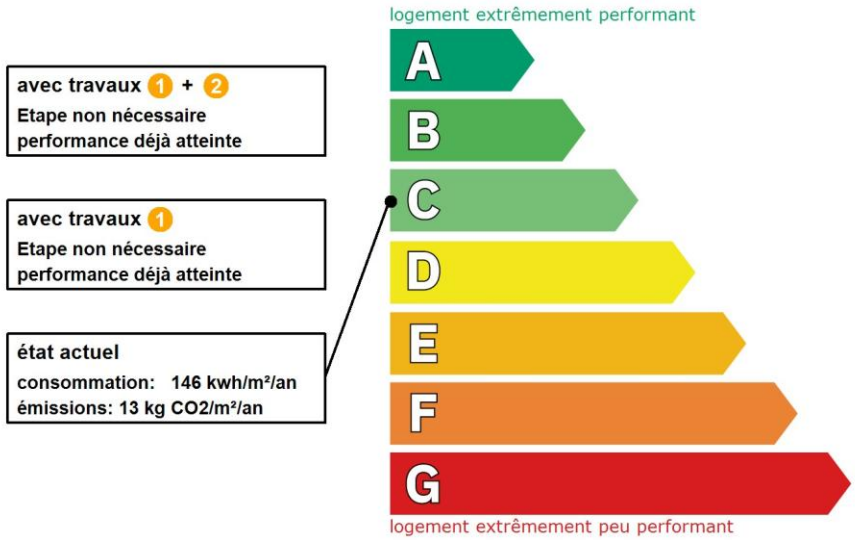
| Lot | Description | Performance recommandée |
|---|---|---|
| | Etape non nécessaire, performance déjà atteinte | |

### Commentaires :

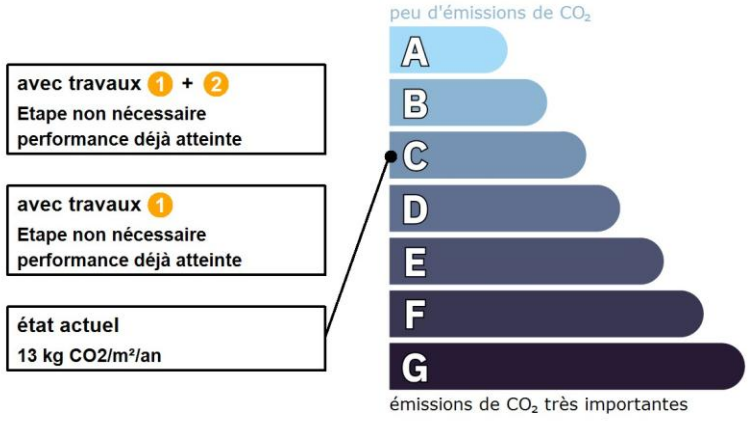
Toujours faire appel à des artisans qualifiés RGE utilisant des matériaux qualitatifs et normés respectant les normes (DTU) pour la ose de ces matériaux.
Les recommandations d'améliorations énergétiques faites dans ce rapport dans le cadre d'une vente sont des projections pour de futur travaux énergétiques, il sera nécessaire de faire un point précis avec les futurs acquéreurs afin d'adapter ces travaux à leurs contraintes particulières.
Pour des travaux créant des modifications de l'aspect extérieur de votre bien, il faudra se renseigner et éventuellement demander une autorisation au service de l'urbanisme de votre commune.

## Recommandations d'amélioration de la performance (suite)

### Évolution de la performance après travaux




**Dont émissions de gaz à effet de serre**




France Rénov'

**Préparez votre projet !**

**Contactez le conseiller France Rénov' le plus proche de chez vous, pour des conseils gratuits et indépendants sur vos choix de travaux et d'artisans : https://france-renov.gouv.fr/espaces-conseil-fr**
**ou 0808 800 700** (prix d'un appel local)

**Vous pouvez bénéficier d'aides, de primes et de subventions pour vos travaux : https://france-renov.gouv.fr/aides**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

**Pour répondre à l'urgence climatique et environnementale, la France s'est fixée pour objectif d'ici 2050 de rénover l'ensemble des logements à un haut niveau de performance énergétique.**

À court terme, la priorité est donnée à la suppression des énergies fortement émettrices de gaz à effet de serre (fioul, charbon) et à l'éradication des «passoires énergétiques» d'ici 2028.

# Fiche technique du logement

Cette fiche liste les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur pour obtenir les résultats présentés dans ce document. En cas de problème, contactez la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (diagnostiqueurs.din.developpement-durable.gouv.fr).

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :
ABCIDIA CERTIFICATION - Domaine de Saint Paul - Bat: A6 - 4e étage - BAL N° 60011 - 102, route de Limours - 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse

Référence du logiciel validé : **LICIEL Diagnostics v4 [Moteur BBS Slama: 2025.11.1.0]**
Référence du DPE : **PCT2026-02/4347**
Date de visite du bien : **17/02/2026**
Invariant fiscal du logement : **N/A**
Référence de la parcelle cadastrale : **Section cadastrale AX, Parcelle(s) n° 273**
Méthode de calcul utilisée pour l'établissement du DPE : **3CL-DPE 2021**
Numéro d'immatriculation de la copropriété : **N/A**

Justificatifs fournis pour établir le DPE :
**Notices techniques des équipements**

**La surface de référence** d'un logement est la surface habitable du logement au sens de l'article R. 156-1 du code de la construction et de l'habitation, à laquelle sont ajoutées les surfaces des vérandas chauffées ainsi que les surfaces des locaux chauffés pour l'usage principal d'occupation humaine, d'une hauteur sous plafond d'au moins 1,80 mètres.

**Explications personnalisées sur les éléments pouvant amener à des différences entre les consommations estimées et les consommations réelles :**
Les consommations de cet auditsont calculées pour des conditions d'usage fixées (on considère que les occupants les utilisent suivant des conditions standard), et pour des conditions climatiques moyennes du lieu. Il peut donc apparaître des divergences importantes entre les factures d'énergie que vous payez et la consommation conventionnelle pour plusieurs raisons : suivant la rigueur de l'hiver ou le comportement réellement constaté des occupants, qui peuvent s'écarter fortement de celui choisi dans les conditions standard et également les frais d'énergie qui font intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. Ce DPE utilise des valeurs qui reflètent les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national et donc peut s'écarter du prix de votre abonnement. De plus, ce DPE a été réalisé selon une modélisation 3CL (définie par arrêté) qui est sujette à des modifications dans le temps qui peuvent également faire évoluer les résultats.

## Généralités

| Donnée d'entrée | Origine de la donnée | Valeur renseignée |
|---|---|---|
| Département | Observé / mesuré | 73 Savoie |
| Altitude | Donnée en ligne | 364 m |
| Type de bien | Observé / mesuré | Appartement |
| Année de construction | Estimé | 2010 |
| Surface de référence du logement | Observé / mesuré | 74,09 m² |
| Surface de référence de l'immeuble | Observé / mesuré | 1242 m² (estimée à partir des tantièmes de copropriété) |
| Nombre de niveaux du logement | Observé / mesuré | 1 |
| Hauteur moyenne sous plafond | Observé / mesuré | 2,47 m |

## Enveloppe

| Donnée d'entrée | | Origine de la donnée | Valeur renseignée |
|---|---|---|---|
| **Mur 1 Est** | Surface du mur | Observé / mesuré | 13,6 m² |
| | Type d'adjacence | Observé / mesuré | l'extérieur |
| | Matériau mur | Observé / mesuré | Mur en béton banché |
| | Epaisseur mur | Observé / mesuré | 22,5 cm |
| | Isolation | Observé / mesuré | oui |
| | Année isolation | Valeur par défaut | 2006 - 2012 |
| **Mur 2 Nord** | Surface du mur | Observé / mesuré | 24,5 m² |
| | Type d'adjacence | Observé / mesuré | l'extérieur |
| | Matériau mur | Observé / mesuré | Mur en béton de mâchefer |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Epaisseur mur | | Observé / mesuré | 22,5 cm |
| | Isolation | | Observé / mesuré | oui |
| | Année isolation | ✗ | Valeur par défaut | 2006 - 2012 |
| **Mur 3 Ouest** | Surface du mur | | Observé / mesuré | 7,5 m² |
| | Type d'adjacence | | Observé / mesuré | l'extérieur |
| | Matériau mur | | Observé / mesuré | Mur en béton banché |
| | Epaisseur mur | | Observé / mesuré | 22,5 cm |
| | Isolation | | Observé / mesuré | oui |
| | Année isolation | ✗ | Valeur par défaut | 2006 - 2012 |
| **Mur 4 Sud** | Surface du mur | | Observé / mesuré | 13 m² |
| | Type d'adjacence | | Observé / mesuré | des circulations avec ouverture directe sur l'extérieur |
| | Etat isolation des parois Aiu | | Observé / mesuré | non isolé |
| | Surface Aue | | Observé / mesuré | 0 m² |
| | Etat isolation des parois Aue | | Observé / mesuré | non isolé |
| | Matériau mur | | Observé / mesuré | Mur en béton banché |
| | Epaisseur mur | | Observé / mesuré | 22,5 cm |
| | Isolation | | Observé / mesuré | non |
| **Plancher** | Surface de plancher bas | | Observé / mesuré | 74,74 m² |
| | Type d'adjacence | | Observé / mesuré | un local chauffé |
| | Type de pb | | Observé / mesuré | Dalle béton |
| | Isolation: oui / non / inconnue | | Observé / mesuré | non |
| **Plafond** | Surface de plancher haut | | Observé / mesuré | 73,55 m² |
| | Type d'adjacence | | Observé / mesuré | un comble très faiblement ventilé |
| | Surface Aiu | | Observé / mesuré | 74,74 m² |
| | Surface Aue | | Observé / mesuré | 81 m² |
| | Etat isolation des parois Aue | | Observé / mesuré | non isolé |
| | Type de ph | | Observé / mesuré | Plafond sous solives bois |
| | Isolation | | Observé / mesuré | oui |
| | Année isolation | ✗ | Valeur par défaut | 2006 - 2012 |
| **Fenêtre 1 Nord** | Surface de baies | | Observé / mesuré | 0,99 m² |
| | Placement | | Observé / mesuré | Mur 2 Nord |
| | Orientation des baies | | Observé / mesuré | Nord |
| | Inclinaison vitrage | | Observé / mesuré | vertical |
| | Type ouverture | | Observé / mesuré | Fenêtres battantes |
| | Type menuiserie | | Observé / mesuré | PVC |
| | Type de vitrage | | Observé / mesuré | double vitrage |
| | Epaisseur lame air | | Observé / mesuré | 16 mm |
| | Présence couche peu émissive | | Observé / mesuré | non |
| | Gaz de remplissage | | Observé / mesuré | Argon / Krypton |
| | Positionnement de la menuiserie | | Observé / mesuré | au nu intérieur |
| | Largeur du dormant menuiserie | | Observé / mesuré | Lp: 5 cm |
| | Type volets | | Observé / mesuré | Volets battants PVC (tablier < 22mm) |
| | Type de masques proches | | Observé / mesuré | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains | | Observé / mesuré | Absence de masque lointain |
| | U Fenêtre (calculé) | | Observé / mesuré | 2,1 |
| **Fenêtre 2 Nord** | Surface de baies | | Observé / mesuré | 0,99 m² |
| | Placement | | Observé / mesuré | Mur 2 Nord |
| | Orientation des baies | | Observé / mesuré | Nord |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Inclinaison vitrage | | Observé / mesuré | vertical |
| | Type ouverture | | Observé / mesuré | Fenêtres battantes |
| | Type menuiserie | | Observé / mesuré | PVC |
| | Type de vitrage | | Observé / mesuré | double vitrage |
| | Epaisseur lame air | | Observé / mesuré | 16 mm |
| | Présence couche peu émissive | | Observé / mesuré | non |
| | Gaz de remplissage | | Observé / mesuré | Argon / Krypton |
| | Positionnement de la menuiserie | | Observé / mesuré | au nu intérieur |
| | Largeur du dormant menuiserie | | Observé / mesuré | Lp: 5 cm |
| | Type volets | | Observé / mesuré | Volets roulants PVC (tablier < 12mm) |
| | Type de masques proches | | Observé / mesuré | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains | | Observé / mesuré | Absence de masque lointain |
| | U Fenêtre (calculé) | | Observé / mesuré | 2,1 |
| **Fenêtre 3 Ouest** | Surface de baies | | Observé / mesuré | 1,19 m² |
| | Placement | | Observé / mesuré | Plafond |
| | Orientation des baies | | Observé / mesuré | Ouest |
| | Inclinaison vitrage | | Observé / mesuré | vertical |
| | Type ouverture | | Observé / mesuré | Fenêtres oscillantes |
| | Type menuiserie | | Observé / mesuré | Bois |
| | Type de vitrage | | Observé / mesuré | double vitrage |
| | Epaisseur lame air | | Observé / mesuré | 16 mm |
| | Présence couche peu émissive | | Observé / mesuré | oui |
| | Gaz de remplissage | | Observé / mesuré | Argon / Krypton |
| | Positionnement de la menuiserie | | Observé / mesuré | au nu extérieur |
| | Largeur du dormant menuiserie | | Observé / mesuré | Lp: 10 cm |
| | Type de masques proches | | Observé / mesuré | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains | | Observé / mesuré | Absence de masque lointain |
| | U Fenêtre (calculé) | | Observé / mesuré | 1,6 |
| **Porte-fenêtre Est** | Surface de baies | | Observé / mesuré | 3,2 m² |
| | Placement | | Observé / mesuré | Mur 1 Est |
| | Orientation des baies | | Observé / mesuré | Est |
| | Inclinaison vitrage | | Observé / mesuré | vertical |
| | Type ouverture | | Observé / mesuré | Portes-fenêtres battantes |
| | Type menuiserie | | Observé / mesuré | PVC |
| | Type de vitrage | | Observé / mesuré | double vitrage |
| | Epaisseur lame air | | Observé / mesuré | 14 mm |
| | Présence couche peu émissive | | Observé / mesuré | oui |
| | Gaz de remplissage | | Observé / mesuré | Argon / Krypton |
| | Positionnement de la menuiserie | | Observé / mesuré | au nu intérieur |
| | Largeur du dormant menuiserie | | Observé / mesuré | Lp: 5 cm |
| | Type volets | | Observé / mesuré | Volets roulants PVC (tablier < 12mm) |
| | Type de masques proches | | Observé / mesuré | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains | | Observé / mesuré | Absence de masque lointain |
| | U Fenêtre (calculé) | | Observé / mesuré | 1,3 |
| **Porte** | Surface de porte | | Observé / mesuré | 1,82 m² |
| | Placement | | Observé / mesuré | Mur 4 Sud |
| | Type d'adjacence | | Observé / mesuré | des circulations avec ouverture directe sur l'extérieur |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Nature de la menuiserie | | Observé / mesuré | Porte simple en bois |
| | Type de porte | | Observé / mesuré | Porte opaque pleine |
| | Positionnement de la menuiserie | | Observé / mesuré | au nu intérieur |
| | Largeur du dormant menuiserie | | Observé / mesuré | Lp: 10 cm |
| **Pont Thermique 1** | Type PT | | Observé / mesuré | Mur 1 Est / Plancher |
| | Type isolation | | Observé / mesuré | ITI / non isolé |
| | Longueur du PT | | Observé / mesuré | 8 m |
| **Pont Thermique 2** | Type PT | | Observé / mesuré | Mur 2 Nord / Plancher |
| | Type isolation | | Observé / mesuré | ITI / non isolé |
| | Longueur du PT | | Observé / mesuré | 12,5 m |
| **Pont Thermique 3** | Type PT | | Observé / mesuré | Mur 3 Ouest / Plancher |
| | Type isolation | | Observé / mesuré | ITI / non isolé |
| | Longueur du PT | | Observé / mesuré | 5 m |

## Systèmes

| Donnée d'entrée | | | Origine de la donnée | Valeur renseignée |
|---|---|---|---|---|
| **Ventilation** | Type de ventilation | | Document fourni | VMC SF Hygro B de 2001 à 2012 |
| | Année installation | | Observé / mesuré | 2010 |
| | Energie utilisée | | Observé / mesuré | Electrique |
| | Façades exposées | | Observé / mesuré | plusieurs |
| | Logement Traversant | | Observé / mesuré | oui |
| **Chauffage** | Type d'installation de chauffage | | Observé / mesuré | Installation de chauffage simple |
| | Surface chauffée | | Observé / mesuré | 74,09 m² |
| | Nombre de niveaux desservis | | Observé / mesuré | 1 |
| | Type générateur | | Observé / mesuré | Réseau de chaleur isolé |
| | Année installation générateur | | Observé / mesuré | 2010 |
| | Energie utilisée | | Observé / mesuré | Réseau de chaleur |
| | Raccordement réseau urbain | | Observé / mesuré | Bissy et Croix Rouge |
| | Sous-station du réseau urbain isolés | | Observé / mesuré | oui |
| | Présence d'une régulation/Ajust,T° Fonctionnement | | Observé / mesuré | non |
| | Type émetteur | | Document fourni | Radiateur bitube avec robinet thermostatique |
| | Température de distribution | | Observé / mesuré | supérieur à 65°C |
| | Année installation émetteur | | Observé / mesuré | 2010 |
| | Type de chauffage | | Observé / mesuré | central |
| | Equipement d'intermittence | | Observé / mesuré | Sans système d'intermittence |
| | Présence comptage | | Observé / mesuré | 0 |
| **Eau chaude sanitaire** | Nombre de niveaux desservis | | Observé / mesuré | 1 |
| | Type générateur | | Observé / mesuré | Réseau de chaleur isolé |
| | Année installation générateur | | Observé / mesuré | 2010 |
| | Energie utilisée | | Observé / mesuré | Réseau de chaleur |
| | Type production ECS | | Observé / mesuré | Chauffage et ECS |
| | Présence d'une régulation/Ajust,T° Fonctionnement | | Observé / mesuré | non |
| | Type de distribution | | Observé / mesuré | Réseau collectif non isolé, majorité des logements avec pièces alimentées contiguës |
| | Bouclage pour ECS | | Observé / mesuré | non |
| | Type de production | | Observé / mesuré | instantanée |

**Références réglementaires utilisées :**
Article L134-4-2 du CCH, décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011, arrêtés du 31 mars 2021, 8 octobre 2021 et du 17 juin 2021 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, 5 juillet 2024, décret 2020-1610, 2020-1609, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art L271-4 à 6 ; Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 ; décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH et loi grenelle 2 n°2010-786 du juillet 2010.

**Informations société :** ADES diagnostic 266 montée du Puits 73610 LÉPIN LE LAC
Tél. : 06.20.59.43.16 - N°SIREN : 538950049 - Compagnie d'assurance : AXA France SA Iard n° 10583931804C094

**À l'attention du propriétaire du bien au moment de la réalisation du DPE :**
Dans le cadre du Règlement général sur la protection des données (RGPD), l'Ademe vous informe que vos données personnelles (Nom-Prénom-Adresse) sont stockées dans la base de données de l'observatoire DPE à des fins de contrôles ou en cas de contestations ou de procédures judiciaires. Ces données sont stockées jusqu'à la date de fin de validité du DPE.
Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement ou une limitation du traitement de ces données. Si vous souhaitez faire valoir votre droit, veuillez nous contacter à l'adresse mail indiquée à la page «Contacts» de l'Observatoire DPE (https://observatoire-dpe.ademe.fr/).

N°ADEME
2673E0466021X

Saint Rémy les chevreuse, le 20/12/2024

**La certification de compétence de personnes physiques est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à**

**MOUGENOT Sylvère**

**sous le numéro 16-740**

## Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes

☑ **Plomb Crep** Prise d'effet : **06/01/2022** Validité : **05/01/2029**
[Arrêté du 1 Juillet 2024 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique]

☑ **GAZ** Prise d'effet : **06/01/2022** Validité : **05/01/2029**
[Arrêté du 1 Juillet 2024 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique]

☑ **Electricite** Prise d'effet : **06/01/2022** Validité : **05/01/2029**
[Arrêté du 1 Juillet 2024 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique]

☑ **DPE sans mention** Prise d'effet : **06/01/2022** Validité : **05/01/2029**
[ arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique ]

☑ **Amiante Sans Mention** Prise d'effet : **06/01/2022** Validité : **05/01/2029**
[Arrêté du 1 Juillet 2024 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique]

☑ **Amiante Avec Mention** Prise d'effet : **06/01/2022** Validité : **05/01/2029**
[Arrêté du 1 Juillet 2024 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique]

Le maintien des dates mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance
Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

Véronique DELMAY
Gestionnaire des certifiés

Accréditation N° 4-0540 portée disponible sur www.cofrac.fr

ABCIDIA CERTIFICATION - Domaine de Saint Paul - Bat: A6 - 4e étage - BAL N° 60011
102, route de Limours - 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse
01 30 85 25 71 – www.abcidia-certification.fr
ENR20 V10 du 02 décembre 2021

Saint Rémy les chevreuse, le 20/12/2024

**La certification de compétence de personnes physiques est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à**

**MOUGENOT Sylvère**

**sous le numéro 16-740**

## Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes

☑ **Audit Energetique** Prise d'effet : **20/12/2024** Validité : **05/01/2029**

[Arrêté du 1 Juillet 2024 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique]

Le maintien des dates mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance
Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

Véronique DELMAY
Gestionnaire des certifiés

Accréditation N° 4-0540 portée disponible sur www.cofrac.fr

ABCIDIA CERTIFICATION - Domaine de Saint Paul - Bat: A6 - 4e étage - BAL N° 60011
102, route de Limours - 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse
01 30 85 25 71 – www.abcidia-certification.fr
ENR20 V10 du 02 décembre 2021

# Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité

| | |
|---|---|
| Numéro de dossier : | PCT2026-02/4347 |
| Norme méthodologique employée : | AFNOR NF C 16-600 (juillet 2017) |
| Date du repérage : | 17/02/2026 |
| Heure d'arrivée : | 10 h 18 |
| Durée du repérage : | 02 h 20 |

La présente mission consiste, suivant l'arrêté du 28 septembre 2017 et du 4 avril 2011, à établir un état de l'installation électrique, en vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application des articles L. 134-7 du code de la construction et de l'habitation). En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la règlementation en vigueur. Cet état de l'installation intérieure d'électricité est valable 3 ans pour la vente et 6 ans pour la location.

## A. - Désignation et description du local d'habitation et de ses dépendances

*Localisation du local d'habitation et de ses dépendances :*
Type d'immeuble : ..... **Appartement**
Adresse : ..... **170, rue du grand champ**
Commune : ..... **73000 CHAMBÉRY**
Département : ..... **Savoie**
Référence cadastrale : ..... **Section cadastrale AX, Parcelle(s) n° 273,** identifiant fiscal : **N/A**
*Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :*
**Bat. III; Esc. E; Etage 4; Porte Droite, Lot numéro 20-61**
Périmètre de repérage : ..... **Habitation et garage**
Année de construction : ..... **2010**
Année de l'installation : ..... **2010**
Distributeur d'électricité : ..... **EDF**
Parties du bien non visitées : ..... **Néant**

## B. - Identification du donneur d'ordre

*Identité du donneur d'ordre :*
Nom et prénom : ..... **SA BANQUE POPULAIRE AQUITAINE CENTRE ATLANTIQUE**
Adresse : ..... **10, quai de Queyries**
**33072 BORDEAUX CEDEX**
Téléphone et adresse internet : . **Non communiqués**
Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Autre**

*Propriétaire du local d'habitation et de ses dépendances:*
Nom et prénom : ..... **BARDOU Nicolas GOUJON Alice**
Adresse : ..... **67, rue Francois DOUAUD**
**33130 BÈGLES**

## C. – Identification de l'opérateur ayant réalisé l'intervention et signé le rapport

*Identité de l'opérateur de diagnostic :*
Nom et prénom : ..... **MOUGENOT Sylvère**
Raison sociale et nom de l'entreprise : ..... **ADES diagnostic**
Adresse : ..... **266 montée du Puits**
..... **73610 LÉPIN LE LAC**
Numéro SIRET : ..... **53895004900014**
Désignation de la compagnie d'assurance : **AXA France SA Iard**
Numéro de police et date de validité : ..... **10583931804C094 - 31/12/2026**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **ABCIDIA CERTIFICATION** le **06/01/2022** jusqu'au **05/01/2029**. (Certification de compétence **16-740**)

## D. – Rappel des limites du champ de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.
L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits;

## E. – Synthèse de l'état de l'installation intérieure d'électricité

### E.1. Anomalies et/ou constatations diverses relevées

☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte **aucune anomalie** et ne fait pas l'objet de constatations diverses.

☑ L'installation intérieure d'électricité ne comporte **aucune anomalie**, mais fait l'objet de **constatations diverses**.

☐ L'installation intérieure d'électricité **comporte une ou des anomalies**. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation ne fait pas l'objet de constatations diverses.

☐ L'installation intérieure d'électricité **comporte une ou des anomalies**. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation fait également l'objet de **constatations diverses**.

### E.2. Les domaines faisant l'objet d'anomalies sont :

☐ 1. L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité.

☐ 2. La protection différentielle à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre.

☐ 3. La prise de terre et l'installation de mise à la terre.

☐ 4. La protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit.

☐ 5. La liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.

☐ 6. Les règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.

☐ 7. Des matériels électriques présentant des risques de contacts directs.

☐ 8.1 Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

☐ 8.2 Des conducteurs non protégés mécaniquement.

☐ 9. Des appareils d'utilisation situés dans les parties communes et alimentés depuis la partie privative ou des appareils d'utilisation situés dans la partie privative et alimentés depuis les parties communes.

☐ 10. La piscine privée ou le bassin de fontaine.

### E.3. Les constatations diverses concernent :

☑ Des installations, parties d'installations ou spécificités non couvertes par le présent diagnostic.

☑ Des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

☐ Des constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement.

## F. - Anomalies identifiées

| N° Article (1) | Libellé et localisation (*) des anomalies | N° Article (2) | Libellé des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre |
|---|---|---|---|
| Néant | - | | |

(1) Référence des anomalies selon la norme ou la spécification technique utilisée.
(2) Référence des mesures compensatoires selon la norme ou la spécification technique utilisée.
(3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le numéro d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée.
(*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

## G.1. – Informations complémentaires

| Article (1) | Libellé des informations |
|---|---|
| B11 a1 | L'ensemble de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité inf. ou égal à 30 mA. |
| B11 b1 | L'ensemble des socles de prise de courant est de type à obturateur. |
| B11 c1 | L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15 mm. |

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou la spécification technique utilisée.

## G.2. – Constatations diverses

Certains points de contrôles n'ont pu être effectués. De ce fait la responsabilité du propriétaire reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée

**Constatation type E1. – Installations, partie d'installation ou spécificités non couvertes**

E1 d) le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :

- L'installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) : plus précisément, il n'a pas été contrôlé son existence ni ses caractéristiques

- Les parties d'installation électrique situées dans les parties communes alimentant les matériels d'utilisation placés dans la partie privative : plus précisément, il n'a pas été contrôlé l'état, l'existence de l'ensemble des mesures de protection contre les contacts indirects et surintensités appropriées

**Constatation type E2. – Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés**

| N° Article (1) | Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon norme NF C 16-600 – Annexe C | Motifs |
|---|---|---|
| B1.3 c | B1 - Appareil général de commande et de protection<br>Article : Assure la coupure de l'ensemble de l'installation | L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite. |
| B2.3.1 c | B2 - Dispositifs de protection différentielle (DDR)<br>Article : Protection de l'ensemble de l'installation | L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite. |
| B2.3.1 h | B2 - Dispositifs de protection différentielle (DDR)<br>Article : Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité) | L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite. |

| N° Article (1) | Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon norme NF C 16-600 – Annexe C | Motifs |
|---|---|---|
| B2.3.1 i | B2 - Dispositifs de protection différentielle (DDR) Article : Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent | L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite. |

(1) Référence des constatations diverses selon la norme ou la spécification technique utilisée.

**Constatation type E3. - Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement**

Néant

## H. – Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification :

**Néant**

*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par* ***ABCIDIA CERTIFICATION - Domaine de Saint Paul - Bat: A6 - 4e étage - BAL N° 60011 - 102, route de Limours - 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse***

Dates de visite et d'établissement de l'état :
Visite effectuée le : **17/02/2026**
Etat rédigé à **CHAMBÉRY**, le **17/02/2026**

**Par : MOUGENOT Sylvère**



| **Signature du représentant :** |
|---|
| |

## I. - Objectif des dispositions et description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

| Correspondance avec le domaine d'anomalies (1) | Objectif des dispositions et description des risques encourus |
|---|---|
| **B.1** | **Appareil général de commande et de protection** : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.<br>Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique. |
| **B.2** | **Protection différentielle à l'origine de l'installation** : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique.<br>Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |
| **B.3** | **Prise de terre et installation de mise à la terre :** Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.<br>L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |
| **B.4** | **Protection contre les surintensités :** Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.<br>L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies. |
| **B.5** | **Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche** : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.<br>Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |
| **B.6** | **Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche** : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.<br>Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |
| **B.7** | **Matériels électriques présentant des risques de contact direct** : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution. |
| **B.8** | **Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage** : Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution. |
| **B.9** | **Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives**: Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution. |
| **B.10** | **Piscine privée ou bassin de fontaine** : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |

(1) Référence des anomalies selon la norme ou spécification technique utilisée.

## J. - Informations complémentaires

| Correspondance avec le groupe d'informations (1) | Objectif des dispositions et description des risques encourus |
|---|---|
| **B.11** | **Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique :** L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique ) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution. |
| | **Socles de prise de courant de type à obturateurs** : Socles de prise de courant de type à obturateurs : l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ ou l'électrisation, voire l'électrocution. |
| | **Socles de prise de courant de type à puits** : La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiche mâles non isolées d'un cordon d'alimentation. |

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou spécification technique utilisée.

## Annexe - Photos

| | |
|---|---|
|  | Photo n° PhEle001<br>B11 a1 L'ensemble de l'installation électrique est protégée par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité inf. ou égal à 30 mA. |

## Recommandations relevant du devoir de conseil de professionnel

Néant

## Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

L'électricité constitue un danger invisible, inodore et silencieux et c'est pourquoi il faut être vigilant quant aux risques qu'elle occasionne (incendie, électrisation, électrocution). Restez toujours attentif à votre installation électrique, vérifiez qu'elle soit et reste en bon état.

Pour limiter les risques, il existe des moyens de prévention simples :

- Ne jamais manipuler une prise ou un fil électrique avec des mains humides
- Ne jamais tirer sur un fil électrique pour le débrancher
- Débrancher un appareil électrique avant de le nettoyer
- Ne jamais toucher les fiches métalliques d'une prise de courant
- Ne jamais manipuler un objet électrique sur un sol humide ou mouillé

Saint Rémy les chevreuse, le 20/12/2024

**La certification de compétence de personnes physiques est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à**

**MOUGENOT Sylvère**

**sous le numéro 16-740**

## Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes

- ☑ **Plomb Crep** Prise d'effet : **06/01/2022** Validité : **05/01/2029**
  [Arrêté du 1 Juillet 2024 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique]
- ☑ **GAZ** Prise d'effet : **06/01/2022** Validité : **05/01/2029**
  [Arrêté du 1 Juillet 2024 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique]
- ☑ **Electricite** Prise d'effet : **06/01/2022** Validité : **05/01/2029**
  [Arrêté du 1 Juillet 2024 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique]
- ☑ **DPE sans mention** Prise d'effet : **06/01/2022** Validité : **05/01/2029**
  [ arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique ]
- ☑ **Amiante Sans Mention** Prise d'effet : **06/01/2022** Validité : **05/01/2029**
  [Arrêté du 1 Juillet 2024 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique]
- ☑ **Amiante Avec Mention** Prise d'effet : **06/01/2022** Validité : **05/01/2029**
  [Arrêté du 1 Juillet 2024 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique]

Le maintien des dates mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance
Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

Véronique DELMAY
Gestionnaire des certifiés

Accréditation N° 4-0540 portée disponible sur www.cofrac.fr

ABCIDIA CERTIFICATION - Domaine de Saint Paul - Bat: A6 - 4e étage - BAL N° 60011
102, route de Limours - 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse
01 30 85 25 71 – www.abcidia-certification.fr
ENR20 V10 du 02 décembre 2021

Saint Rémy les chevreuse, le 20/12/2024

**La certification de compétence de personnes physiques est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à**

**MOUGENOT Sylvère**

**sous le numéro 16-740**

## Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes

☑ **Audit Energetique** Prise d'effet : **20/12/2024** Validité : **05/01/2029**

[Arrêté du 1 Juillet 2024 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique]

Le maintien des dates mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance
Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

Véronique DELMAY
Gestionnaire des certifiés

Accréditation N° 4-0540 portée disponible sur www.cofrac.fr

ABCIDIA CERTIFICATION - Domaine de Saint Paul - Bat: A6 - 4e étage - BAL N° 60011
102, route de Limours - 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse
01 30 85 25 71 – www.abcidia-certification.fr
ENR20 V10 du 02 décembre 2021

# Certificat de superficie de la partie privative

| | |
|---|---|
| Numéro de dossier : | PCT2026-02/4347 |
| Date du repérage : | 17/02/2026 |
| Heure d'arrivée : | 10 h 18 |
| Durée du repérage : | 02 h 20 |

La présente mission consiste à établir la superficie de la surface privative des biens ci-dessous désignés, afin de satisfaire aux dispositions de la loi pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 art. 54 II et V, de la loi n° 96/1107 du 18 décembre 1996, n°2014-1545 du 20 décembre 2014 et du décret n° 97/532 du 23 mai 1997, en vue de reporter leur superficie dans un acte de vente à intervenir, en aucun cas elle ne préjuge du caractère de décence ou d'habilité du logement.

**Extrait de l'Article 4-1** - La superficie de la partie privative d'un lot ou d'une fraction de lot, mentionnée à l'article 46 de la loi du 10 juillet 1965, est la superficie des planchers des locaux clos et couverts après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escalier, gaines, embrasures de portes et de fenêtres. Il n'est pas tenu compte des planchers des parties des locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 m.

**Extrait Art.4-2** - Les lots ou fractions de lots d'une superficie inférieure à 8 mètres carrés ne sont pas pris en compte pour le calcul de la superficie mentionnée à l'article 4-I.

## Désignation du ou des bâtiments

*Localisation du ou des bâtiments :*
Département : .... **Savoie**
Adresse : ..... **170, rue du grand champ**
Commune : ..... **73000 CHAMBÉRY**
**Section cadastrale AX, Parcelle(s) n° 273**
Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :
**Bat. III; Esc. E; Etage 4; Porte Droite, Lot numéro 20-61**

## Désignation du propriétaire

*Désignation du client :*
Nom et prénom : . **BARDOU Nicolas GOUJON Alice**
Adresse : ..... **67, rue Francois DOUAUD**
**33130 BÈGLES**

## Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé)

Nom et prénom : **SA BANQUE POPULAIRE AQUITAINE CENTRE ATLANTIQUE**
Adresse : ..... **10, quai de Queyries**
**33072 BORDEAUX CEDEX**

## Repérage

Périmètre de repérage : **Habitation et garage**

## Désignation de l'opérateur de diagnostic

Nom et prénom : ..... **MOUGENOT Sylvère**
Raison sociale et nom de l'entreprise : ..... **ADES diagnostic**
Adresse : ..... **266 montée du Puits**
**73610 LÉPIN LE LAC**
Numéro SIRET : ..... **53895004900014**
Désignation de la compagnie d'assurance : ... **AXA France SA Iard**
Numéro de police et date de validité : ..... **10583931804C094 - 31/12/2026**

## Superficie privative en m² du ou des lot(s)

**Surface loi Carrez totale : 74,09 m² (soixante-quatorze mètres carrés zéro neuf)**
**Surface au sol totale : 79,68 m² (soixante-dix-neuf mètres carrés soixante-huit)**

# Certificat de superficie n° PCT2026-02/4347

Loi Carrez

## Résultat du repérage

Date du repérage : **17/02/2026**

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :
**Néant**

Liste des pièces non visitées :
**Néant**

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :
**Sans accompagnateur**

Tableau récapitulatif des surfaces de chaque pièce au sens Loi Carrez :

| Parties de l'immeuble bâtis visitées | Superficie privative au sens Carrez | Surface au sol | Commentaires |
|---|---|---|---|
| Cuisine/Séjour | 27,33 | 28,21 | Hauteur inférieure à 1,80m |
| Entrée | 2,56 | 2,56 | |
| Wc | 1,91 | 1,91 | |
| Dgt | 2,66 | 2,66 | |
| Ch 1 | 9,38 | 10,88 | Hauteur inférieure à 1,80m |
| Ch 2 | 9,79 | 11,18 | Hauteur inférieure à 1,80m |
| Sdb | 4,06 | 4,06 | |
| Pl | 2,57 | 2,57 | |
| Douche | 4,59 | 4,59 | |
| Ch 3 | 9,24 | 11,06 | Hauteur inférieure à 1,80m |

Superficie privative en m² du ou des lot(s) :

**Surface loi Carrez totale : 74,09 m² (soixante-quatorze mètres carrés zéro neuf)**
**Surface au sol totale : 79,68 m² (soixante-dix-neuf mètres carrés soixante-huit)**

## Résultat du repérage – Parties annexes

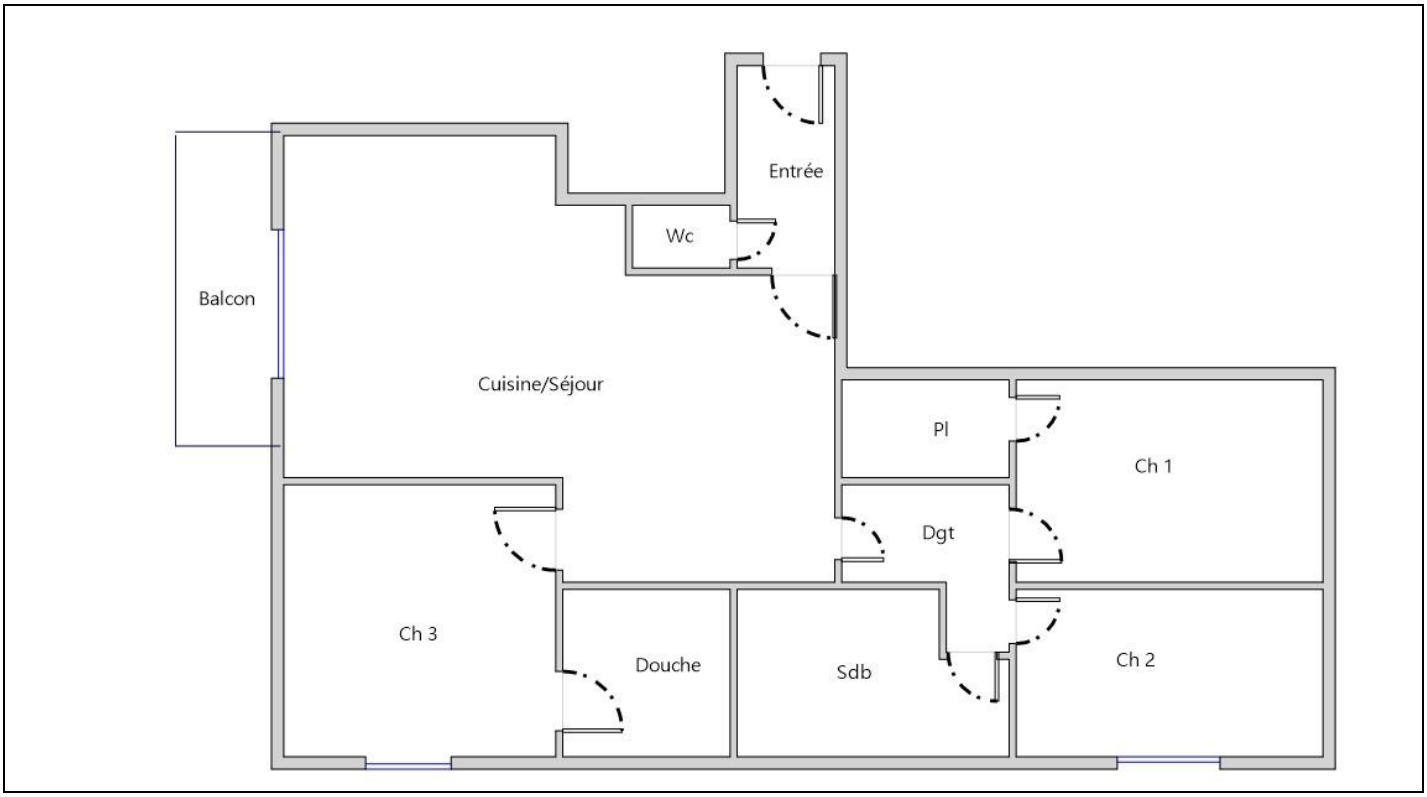
| Parties de l'immeuble bâtis visitées | Superficie privative au sens Carrez | Surface au sol | Motif de non prise en compte |
|---|---|---|---|
| Balcon | 9,35 | 9,35 | Pièce dont la fonction l'exclus de la surface carrez |

Fait à **CHAMBÉRY**, le **17/02/2026**

**Par : MOUGENOT Sylvère**



Aucun document n'a été mis en annexe


Entrée
Wc
Balcon
Cuisine/Séjour
Pl
Ch 1
Dgt
Ch 3
Douche
Sdb
Ch 2

# Certificat de superficie n° PCT2026-02/4347

Loi Carrez

Saint Rémy les chevreuse, le 20/12/2024

**La certification de compétence de personnes physiques est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à**

**MOUGENOT Sylvère**

**sous le numéro 16-740**

## Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes

- ☑ **Plomb Crep** — Prise d'effet : **06/01/2022** Validité : **05/01/2029**
  [Arrêté du 1 Juillet 2024 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique]
- ☑ **GAZ** — Prise d'effet : **06/01/2022** Validité : **05/01/2029**
  [Arrêté du 1 Juillet 2024 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique]
- ☑ **Electricite** — Prise d'effet : **06/01/2022** Validité : **05/01/2029**
  [Arrêté du 1 Juillet 2024 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique]
- ☑ **DPE sans mention** — Prise d'effet : **06/01/2022** Validité : **05/01/2029**
  [ arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique ]
- ☑ **Amiante Sans Mention** — Prise d'effet : **06/01/2022** Validité : **05/01/2029**
  [Arrêté du 1 Juillet 2024 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique]
- ☑ **Amiante Avec Mention** — Prise d'effet : **06/01/2022** Validité : **05/01/2029**
  [Arrêté du 1 Juillet 2024 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique]

Le maintien des dates mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance
Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

Véronique DELMAY
Gestionnaire des certifiés

Accréditation N° 4-0540 portée disponible sur www.cofrac.fr

ABCIDIA CERTIFICATION - Domaine de Saint Paul - Bat: A6 - 4e étage - BAL N° 60011
102, route de Limours - 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse
01 30 85 25 71 – www.abcidia-certification.fr
ENR20 V10 du 02 décembre 2021

# Certificat de superficie n° PCT2026-02/4347

Loi Carrez

Saint Rémy les chevreuse, le 20/12/2024

**La certification de compétence de personnes physiques est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à**

**MOUGENOT Sylvère**

**sous le numéro 16-740**

**Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes**

☑ **Audit Energetique** Prise d'effet : **20/12/2024** Validité : **05/01/2029**

[Arrêté du 1 Juillet 2024 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique]

Le maintien des dates mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance
Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

Véronique DELMAY
Gestionnaire des certifiés

Accréditation N° 4-0540 portée disponible sur www.cofrac.fr

ABCIDIA CERTIFICATION - Domaine de Saint Paul - Bat: A6 - 4e étage - BAL N° 60011
102, route de Limours - 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse
01 30 85 25 71 – www.abcidia-certification.fr
ENR20 V10 du 02 décembre 2021

# Etat des risques

*En application des articles L 125-5, L 125-6, L125-7 et L 556-2 du Code de l'Environnement et de l'article L 121-22-5 du Code de l'Urbanisme et du Titre III du livre 1er du Code Forestier*




| | |
|---|---|
| **Réalisé en ligne* par** | ADES DIAGNOSTIC |
| **Numéro de dossier** | PCT2026-02/4347 |
| **Date de réalisation** | 17/02/2026 |

| | |
|---|---|
| **Localisation du bien** | 170, rue du grand champ<br>73000 CHAMBERY |
| **Section cadastrale** | 000 AX 273 |
| **Altitude** | 363.1m |
| **Données GPS** | Latitude 45.593841 - Longitude 5.92168 |

| | |
|---|---|
| **Désignation du vendeur** | BARDOU Nicolas GOUJON Alice |
| **Désignation de l'acquéreur** | |

** Document réalisé en ligne par **ADES DIAGNOSTIC** qui assume la responsabilité de la localisation et de la détermination de l'exposition aux risques, sauf pour les réponses générées automatiquement par le système.*

| EXPOSITION DE L'IMMEUBLE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS DE PRÉVENTION DE RISQUES | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Zonage réglementaire sur la sismicité : **Zone 4 - Moyenne** | | **EXPOSÉ** ** | - |
| | Commune à potentiel radon de niveau 3 | | NON EXPOSÉ ** | - |
| | Immeuble situé dans un Secteur d'Information sur les sols | | NON EXPOSÉ ** | - |
| | Immeuble situé dans l'Obligation Légale de Débroussaillement | | NON EXPOSÉ ** | - |
| PPRn | Inondation | Approuvé le 04/11/2011 | NON EXPOSÉ ** | - |
| PPRn | Inondation | Approuvé le 07/12/2011 | NON EXPOSÉ ** | - |
| PPRn | Inondation | Approuvé le 28/06/1999 | NON EXPOSÉ ** | - |
| PPRn | Inondation par crue | Approuvé le 04/11/2011 | NON EXPOSÉ ** | - |
| PPRn | Inondation par crue à débordement lent | Approuvé | NON EXPOSÉ ** | - |
| PPRn | Inondation par crue torrentielle | Approuvé le 04/11/2011 | NON EXPOSÉ ** | - |
| PPRn | Inondation par ruissellement et coulée de boue | Approuvé le 04/11/2011 | NON EXPOSÉ ** | - |
| **INFORMATIONS PORTÉES À CONNAISSANCE** | | | | |
| - | Mouvement de terrain | Informatif (1) | EXPOSÉ ** | - |
| - | Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN) | Informatif (1) | EXPOSÉ ** | - |

*** Réponses automatiques générées par le système.*

*(1) À ce jour, ce risque n'est donné qu'à titre **INFORMATIF** et n'est pas retranscrit dans l'Imprimé Officiel.*

**SOMMAIRE**

Synthèse de votre Etat des Risques
Imprimé Officiel (feuille rose/violette)
Arrêtés de Catastrophes Naturelles / Déclaration de sinistres indemnisés
Extrait Cadastral
Zonage règlementaire sur la Sismicité
Cartographies des risques auxquelles l'immeuble est exposé
Annexes : Cartographies des risques auxquelles l'immeuble n'est pas exposé
Annexes : Arrêtés

# Etat des risques

*En application des articles L 125-5, L 125-6, L125-7 et L 556-2 du Code de l'Environnement, de l'article L 121-22-5 du Code de l'Urbanisme et du Titre III du livre 1er du Code Forestier*

**Attention !** S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction règlementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral
n° 2019-0921 du 06/09/2019 mis à jour le

**Adresse de l'immeuble**
170, rue du grand champ
73000 CHAMBERY

**Cadastre**
000 AX 273

## Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques naturels (PPRN)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR **NATURELS** [1] **oui** ☐ **non** ☑
**prescrit** ☐ **anticipé** ☐ **approuvé** ☐ date

[1] si **oui**, les risques naturels pris en compte sont liés à : **autres**
**inondation** ☐ **crue torentielle** ☐ **mouvements de terrain** ☐ **avalanches** ☐ **sécheresse / argile** ☐
**cyclone** ☐ **remontée de nappe** ☐ **feux de forêt** ☐ **séisme** ☐ **volcan** ☐

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN [2] **oui** ☐ **non** ☑

[2] si **oui**, les travaux prescrits ont été réalisés **oui** **non**

## Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques miniers (PPRM)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR **MINIERS** [3] **oui** ☐ **non** ☑
**prescrit** ☐ **anticipé** ☐ **approuvé** ☐ date

[3] si **oui**, les risques miniers pris en compte sont liés à :
**mouvements de terrain** ☐ **autres**

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM [4] **oui** ☐ **non** ☑

[4] si **oui**, les travaux prescrits ont été réalisés **oui** **non**

## Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques (PPRT)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR **TECHNOLOGIQUES** [5] **oui** ☐ **non** ☑
**prescrit** ☐ **approuvé** ☐ date

[5] si **oui**, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de presctiption sont liés à :
**effet toxique** ☐ **effet thermique** ☐ **effet de surpression** ☐ **projection** ☐ **risque industriel** ☐

> L'immeuble est situé dans un secteur d'expropriation ou de délaissement **oui** ☐ **non** ☑

> L'immeuble est situé en zone de prescription [6] **oui** ☐ **non** ☑

[6] **Si la transaction concerne un logement**, les travaux prescrits ont été réalisés **oui** **non**

[6] **Si la transaction ne concerne pas un logement**, l'information sur le type de risques auquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente **oui** **non**

## Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique règlementaire

> L'immeuble est situé dans une commune de sismicité classée en

**zone 1** très faible ☐ **zone 2** faible ☐ **zone 3** modérée ☐ **zone 4** moyenne ☑ **zone 5** forte ☐

## Situation de l'immeuble au regard du zonage règlementaire à potentiel radon

> L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3 **oui** ☐ **non** ☑

## Information relative à la pollution de sols

> Le terrain se situe en secteurs d'information sur les sols (SIS) **NC*** ☐ **oui** ☐ **non** ☑
* Non Communiqué (en cours d'élaboration par le représentant de l'Etat dans le département)

## Information relative aux obligations légales de débroussaillement (OLD)

> Le terrain est situé à l'intérieur du zonage informatif des obligations légales de débroussaillement — oui ☐ non ☑

## Situation de l'immeuble au regard du recul du trait de côte (RTC)

> L'immeuble est situé sur une commune exposée au recul du trait de côte et listée par décret n°2026-95 du 13 février 2026 — oui ☐ non ☑

> L'immeuble est situé dans une zone exposée au recul du trait de côte identifiée par un document d'urbanisme. — NC* ☐ oui ☐ non ☑

* Non Communiqué (en cours d'élaboration par le représentant de la commune)

**Si oui**, l'horizon temporel d'exposition au recul du trait de côte est :

> d'ici à trente ans ☐ > compris entre trente et cent ans ☐

> L'immeuble est-il concerné par des prescriptions applicables à cette zone ? — oui ☐ non ☐

> L'immeuble est-il concerné par une obligation de démolition et de remise en état à réaliser ? — oui ☐ non ☐

## Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe N/M/T**

** catastrophe naturelle, minière ou technologique

> L'immeuble a-t-il donné lieu au versement d'une indemnité à la suite d'une catastrophe N/M/T — oui ☐ non ☐

## Documents à fournir obligatoirement

Carte Sismicité, Zonages Réglementaires, Règlements concernant le bien, Fiche d'information sur le risque Sismique, Liste des arrêtés portant connaissance de l'état de Catastrophes Naturelles.

## Vendeur - Acquéreur

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Vendeur** | BARDOU Nicolas GOUJON Alice | | |
| **Acquéreur** | | | |
| **Date** | 17/02/2026 | **Fin de validité** | 17/08/2026 |

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en **annexe** d'un contrat de vente ou de location d'un bien immobilier et à être remis, dès la première visite, au potentiel acquéreur par le vendeur. Il doit dater de moins de 6 mois et être actualisé, si nécessaire, lors de l'établissement de la promesse de vente, du contrat préliminaire ou de l'acte authentique.

L'édition et la diffusion de ce document implique l'acceptation des Conditions Générales de Vente, disponibles sur le site https://www.naturalsrisks.com
© 2026 Media Immo. Siège social : 124 rue Louis Baudoin 91100 CORBEIL ESSONNES - RCS EVRY 750 675 613 - RCP GENERALI N°AP 559 256

# Arrêtés de Catastrophes Naturelles / Déclaration de sinistres indemnisés

*en application du chapitre IV de l'article L125-5 du Code de l'environnement*

**Préfecture :** Savoie
**Adresse de l'immeuble :** 170, rue des grands champs 73000 CHAMBERY
**En date du :** 17/02/2026

**Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle**

| Type de catastrophe | Date de début | Date de Fin | Publication | JO | Indemnisé |
|---|---|---|---|---|---|
| Tempête | 06/11/1982 | 10/11/1982 | 18/11/1982 | 19/11/1982 | ☐ |
| Inondations, coulées de boue et glissements de terrain | 26/11/1983 | 27/11/1983 | 15/02/1984 | 26/02/1984 | ☐ |
| Inondations et coulées de boue | 14/02/1990 | 20/02/1990 | 14/05/1990 | 24/05/1990 | ☐ |
| Inondations et coulées de boue | 21/12/1991 | 24/12/1991 | 21/08/1992 | 23/08/1992 | ☐ |
| Séisme | 15/07/1996 | 15/07/1996 | 09/12/1996 | 20/12/1996 | ☐ |
| Inondations et coulées de boue | 16/12/2011 | 16/12/2011 | 11/06/2012 | 15/06/2012 | ☐ |
| Inondations et coulées de boue | 07/06/2015 | 07/06/2015 | 28/10/2015 | 29/10/2015 | ☐ |
| Inondations et coulées de boue | 22/07/2015 | 22/07/2015 | 23/12/2015 | 22/01/2016 | ☐ |
| Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols | 01/01/2022 | 30/09/2022 | 03/04/2023 | 03/05/2023 | ☐ |
| | | | | | ☐ |

Cochez les cases **Indemnisé** si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à chacun des évenements.

Etabli le :

Signature / Cachet en cas de prestataire ou mandataire

Vendeur : BARDOU Nicolas GOUJON Alice

Acquéreur :

**Pour en savoir plus**, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs.

**Définition juridique d'une catastrophe naturelle :**
Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.
Cette définition est différente de celle de l 'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: "sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises". La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion "d'intensité anormale" et le caractère "naturel" d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare "l'état de catastrophe naturelle".
*Source : Guide Général PPR*

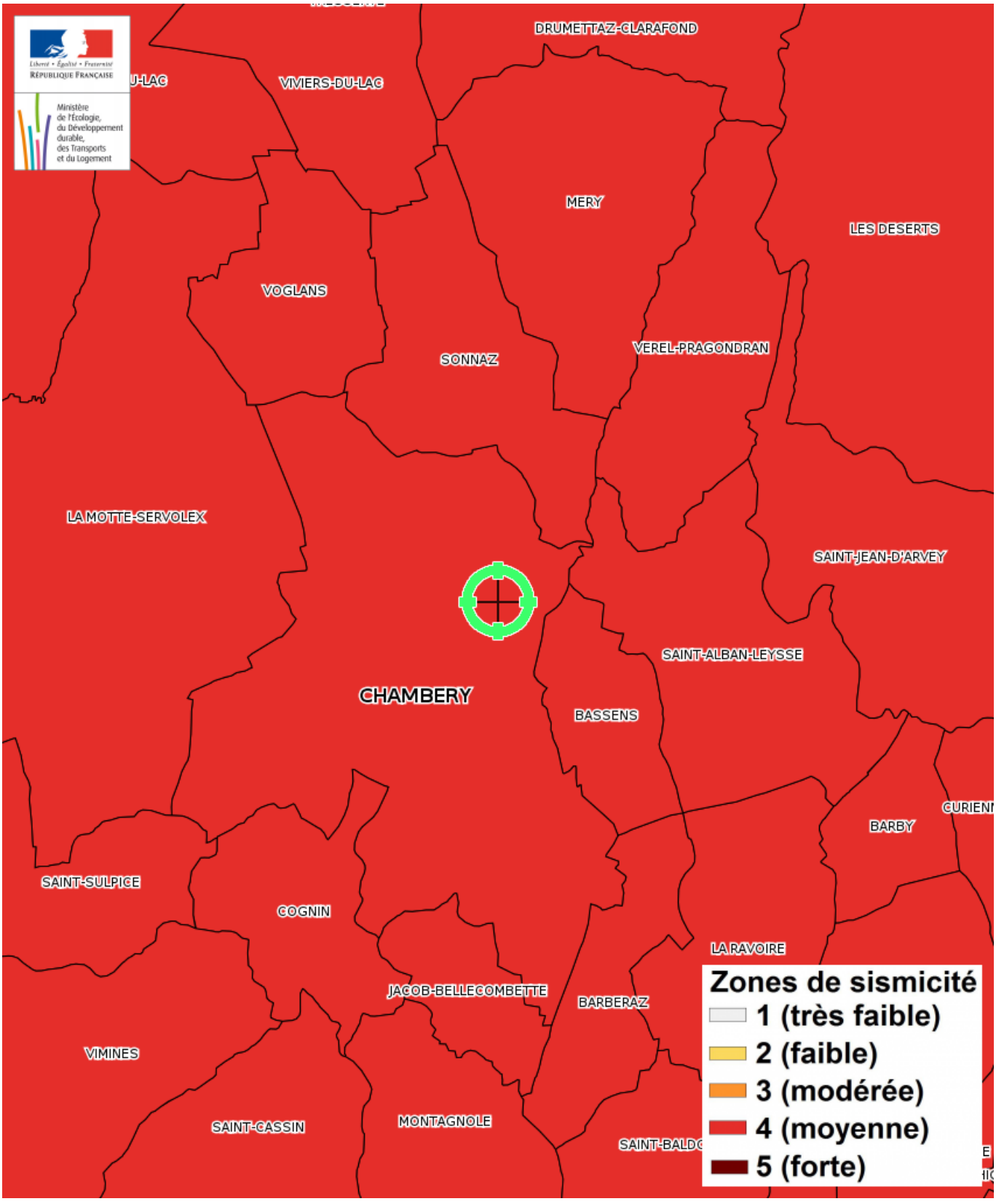
# Extrait Cadastral

| | |
|---|---|
| **Département :** Savoie<br>**Commune :** CHAMBERY | **Bases de données :** IGN, Cadastre.gouv.fr, Etalab |
| **Parcelles :** 000 AX 273 | |



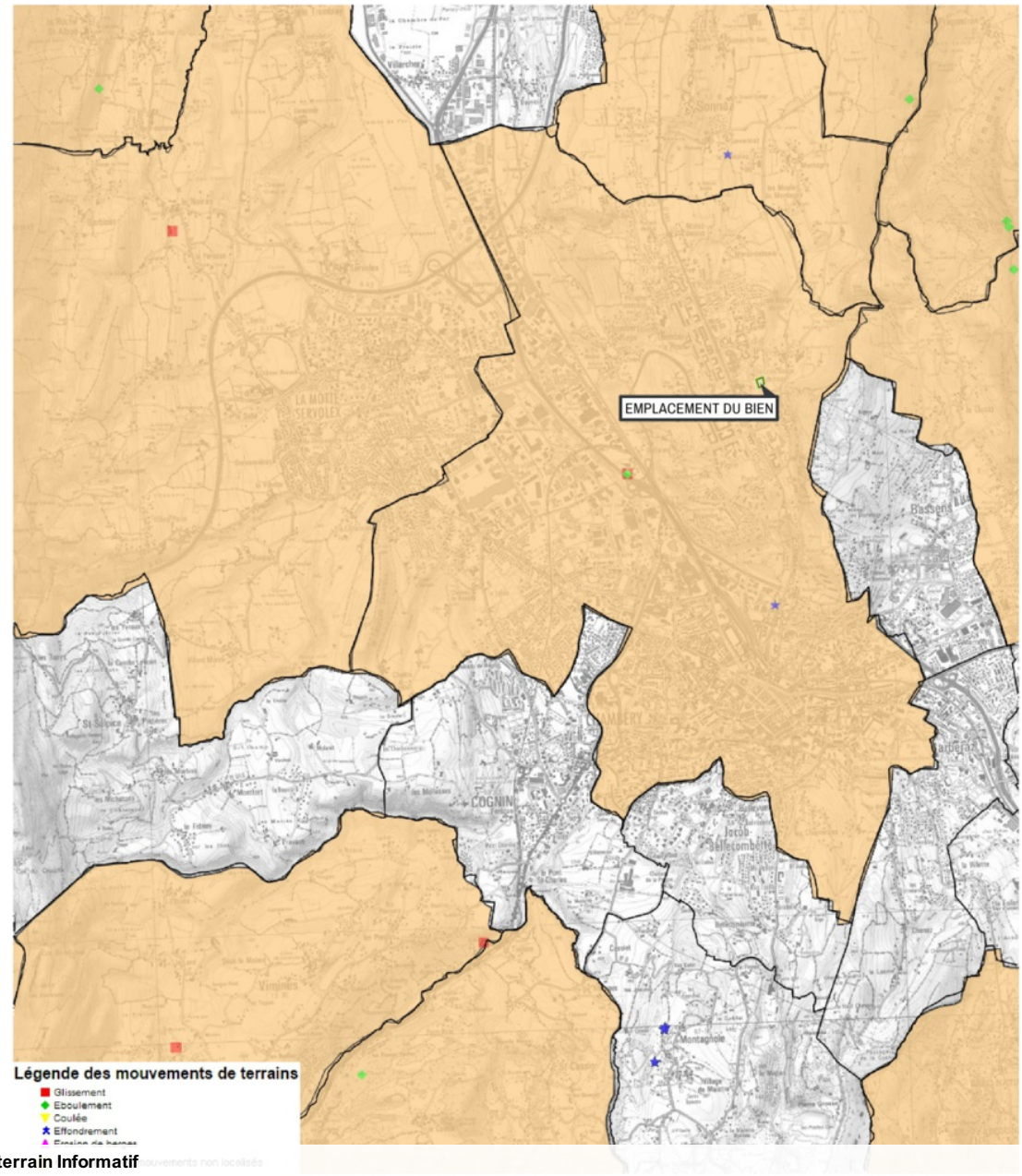
# Zonage règlementaire sur la Sismicité

| | |
|---|---|
| **Département :** Savoie | **Commune :** CHAMBERY |
| **Zonage règlementaire sur la Sismicité :** Zone 4 - Moyenne | |



# Carte

*Mouvement de terrain*




**Mouvement de terrain Informatif** **EXPOSÉ**

***Zoom et Légende extraits de la carte originale ci-dessus***

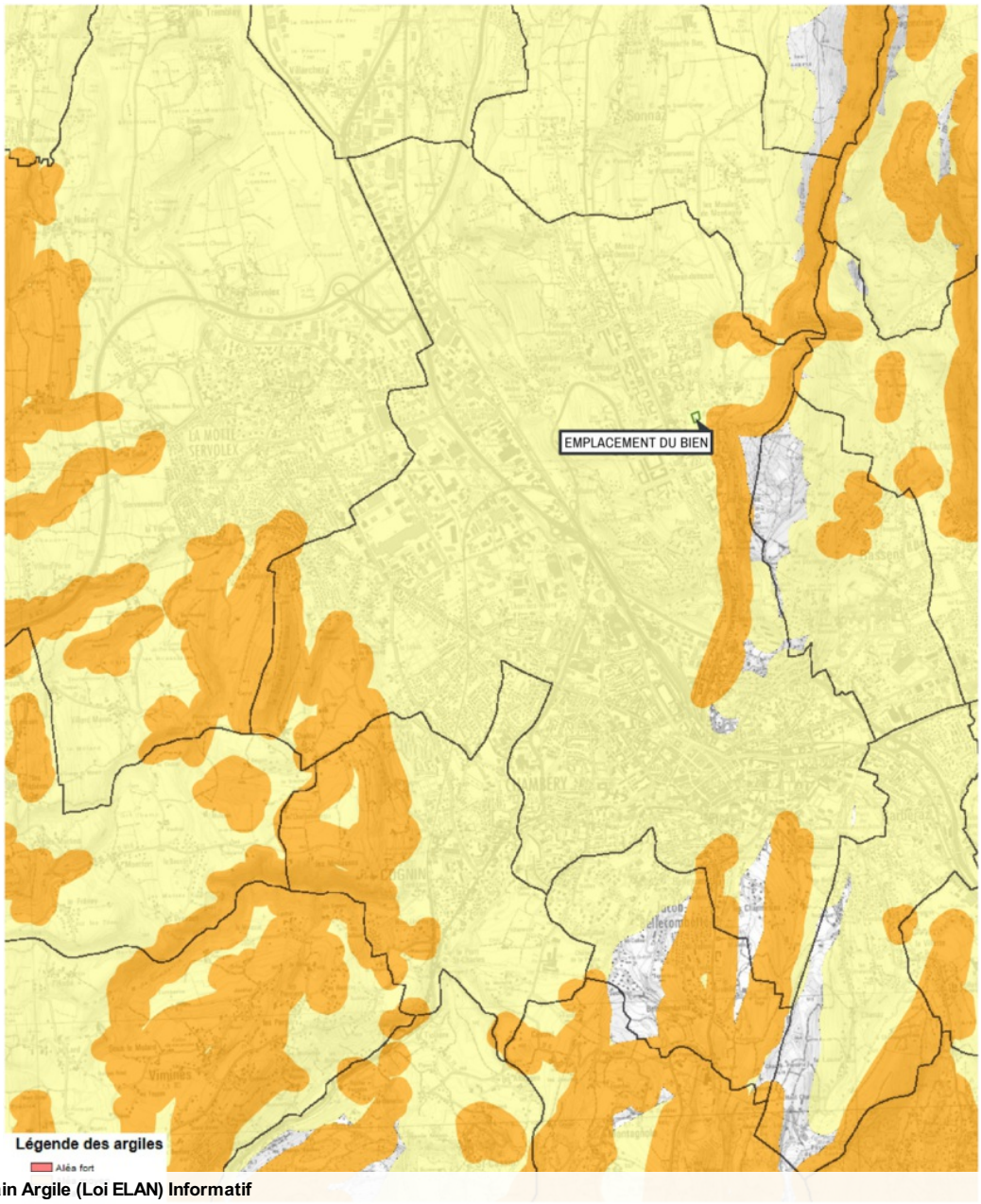



**Légende des mouvements de terrains**

- Glissement
- Eboulement
- Coulée
- Effondrement
- Erosion de berges
- Communes avec mouvements non localisés

# Carte

*Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN)*




**Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN) Informatif** **EXPOSÉ**

***Zoom et Légende extraits de la carte originale ci-dessus***




**Légende Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN)**
***Carte réglementaire***
***Source BRGM***

**Aléa fort**
**Concerné par la loi ELAN***

**Aléa moyen**
**Concerné par la loi ELAN***

**Aléa faible**
**Non concerné par la loi ELAN**

***Obligation pour le vendeur de fournir une étude géotechnique préalable en cas de vente d'un terrain non bâti constructible.**

# Annexes

*Cartographies des risques auxquelles l'immeuble n'est pas exposé*



***Zoom extrait de la carte originale ci-contre***

NON EXPOSÉ




Inondation Approuvé le 04/11/2011
Inondation par crue Approuvé le 04/11/2011
Inondation par crue à débordement lent Approuvé
Inondation par crue torrentielle Approuvé le 04/11/2011
Inondation par ruissellement et coulée de boue Approuvé le 04/11/2011

NON EXPOSÉ



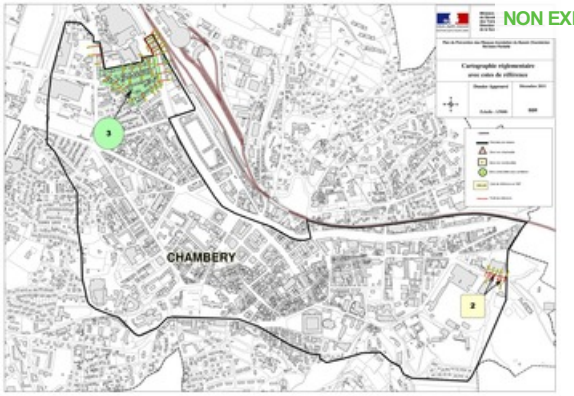
Inondation Approuvé le 28/06/1999

NON EXPOSÉ



Inondation Approuvé le 28/06/1999

NON EXPOSÉ




Inondation Approuvé le 07/12/2011

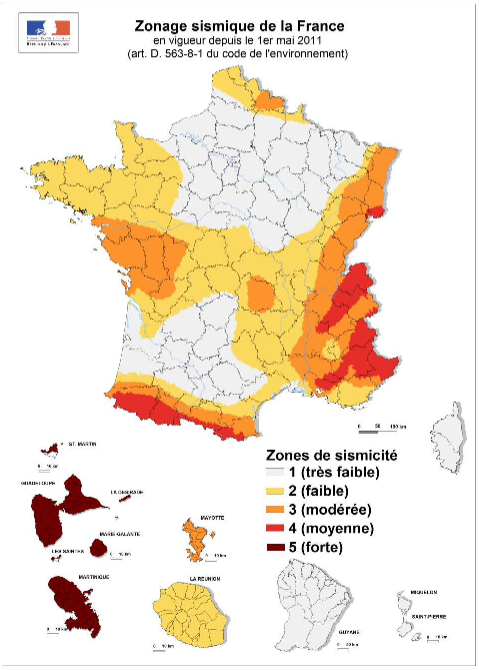
# Annexes

*Fiche d'information Sismicité*

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

## Information acquéreur – locataire (IAL – article L.125-5 du CE)

## Le zonage sismique sur ma commune




**Le zonage sismique de la France:**

Les données de sismicité instrumentale et historique et des calculs de probabilité permettent d'aboutir à l'élaboration d'un zonage sismique. Cette analyse probabiliste représente la possibilité pour un lieu donné, d'être exposé à des secousses telluriques.
Elle prend en compte la répartition spatiale non uniforme de la sismicité sur le territoire français et a permis d'établir la cartographie ci-contre qui découpe le territoire français en 5 zones de sismicité: **très faible, faible, modérée, moyenne, forte**. Les constructeurs s'appuient sur ce zonage sismique pour appliquer des dispositions de constructions adaptées au degré d'exposition **au risque sismique**.

**La réglementation distingue quatre catégories d'importance (selon leur utilisation et leur rôle dans la gestion de crise):**

**I – bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée**

**II – bâtiments de faible hauteur, habitations individuelles**

**III – établissements recevant du public, établissements scolaires, logements sociaux**

**IV – bâtiments indispensables à la sécurité civile et à la gestion de crise (hôpitaux, casernes de pompiers, préfectures ...)**

| Pour les bâtiments neufs | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| I |  | Aucune exigence | | | | |
| II |  | Aucune exigence | | Règles CPMI-EC8 Zones 3/4 | | Règles CPMI-EC8 Zone5 |
| |  | Aucune exigence | | Eurocode 8 | | |
| III |  | Aucune exigence | Eurocode 8 | | | |
| IV |  | Aucune exigence | Eurocode 8 | | | |

**Si vous habitez, construisez votre maison ou effectuez des travaux :**

- **en zone 1**, aucune règle parasismique n'est imposée ;

- en **zone 2**, aucune règle parasismique n'est imposée sur les maisons individuelles et les petits bâtiments. Les règles de l'Eurocode 8 sont imposées pour les logements sociaux et les immeubles de grande taille ;

- en **zone 3 et 4**, des règles simplifiées appelées CPMI –EC8 zone 3/4 peuvent s'appliquer pour les maisons individuelles;

- **en zone 5**, des règles simplifiées appelées CPMI-EC8 zone 5 peuvent s'appliquer pour les maisons individuelles.

**Pour connaitre, votre zone de sismicité**: https:// www.georisques.gouv.fr/ - rubrique « Connaitre les risques près de chez moi »

**Le moyen le plus sûr pour résister aux effets des séismes est la construction parasismique : concevoir et construire selon les normes parasismique en vigueur, tenir compte des caractéristiques géologiques et mécaniques du sol.**

**Pour en savoir plus:**

Qu'est-ce qu'un séisme, comment mesure-t-on un séisme ? —> https://www.georisques.gouv.fr/minformer-sur-un-risque/seisme

**Que faire en cas de séisme ?** —> https://www.georisques.gouv.fr/me-preparer-me-proteger/que-faire-en-cas-de-seisme

# Annexes

*Arrêtés*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA SAVOIE

**Direction Départementale des Territoires**
**Service Sécurité Risques**
**Unité Risques**

Arrêté préfectoral DDT/ssr/ur n° 2011.839

**Approbation du plan de prévention des risques d'inondation du bassin aixois portant sur les communes de**

**Chambéry, Sonnaz, Méry, Viviers-Du-Lac, Drumettaz-Clarafond, Tresserve, Mouxy, Aix-Les-Bains, Pugny-Chatenod, Le Montcel, Trévignin, Grésy-Sur-Aix, Brison-Saint-Inoncent, Epersy, Saint-Offenge-Dessus, Saint-Offenge-Dessous, Saint-Ours, Mognard, La Biolle, Saint-Germain-La-Chambotte, Albens, Saint-Girod, Cessens.**

Le Préfet de la Savoie,
Chevalier de la Légion d'honneur

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L 562-9 et R562-1 à R562-12,

**VU** le code de l'urbanisme,

**VU** le code de la construction et de l'habitat,

**VU** la loi n°2004.811 du 13 août 2004 modifiée, de modernisation de la sécurité civile,

**VU** la circulaire du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables,

**VU** la circulaire du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables,

**VU** la circulaire du 30 avril 2002 relative à la politique de l'Etat en matière de risques naturels prévisibles et de gestion des espaces situés derrière les digues de protection contre les inondations et les submersions marines,

**VU** l'arrêté préfectoral du 26 mai 2005, modifié le 7 janvier 2011, prescrivant la réalisation d'un plan de prévention des risques d'inondation sur le bassin aixois,

**VU** l'arrêté préfectoral du 16 mars 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique,

**VU** les délibérations des conseils municipaux des communes concernées,

**VU** les avis des EPCI et organismes concernés,

**VU** le rapport et les conclusions de la commission d'enquête rendus à l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 11 avril au 21 mai 2011,

**VU** l'avis favorable avec 2 réserves émis par la commission d'enquête en date du 17 juin 2011,

**VU** le rapport d'analyse à M. le Préfet de la Savoie d'octobre 2011 de la direction départementale des territoires dressant le bilan de la concertation et donnant réponse à chacune des observations de la commission d'enquête,

**Considérant** que les avis exprimés avant et au cours de l'enquête publique ne remettent pas en cause le contenu du plan élaboré dans son économie générale et que les légères propositions de modification retenues dans le rapport de synthèse répondent aux besoins exprimés,

I

# Annexes

*Arrêtés*

**Considérant** ainsi que le plan de prévention des risques d'inondation du bassin aixois est conforme aux objectifs de préservation des vies humaines et de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens, que le règlement contient les mesures de prévention et de sauvegarde conformes à la doctrine nationale exprimée dans les circulaires sus-visées et que rien ne s'oppose à sa mise en œuvre,

**SUR** proposition de monsieur le directeur départemental des territoires de la Savoie,

**ARRETE**

**Article 1er** : Le plan de prévention des risques d'inondation du bassin aixois prescrit sur les 23 communes savoyardes du bassin versant du Tillet-Sierroz et rive Est du lac du Bourget **est approuvé** tel qu'il est annexé au présent arrêté.
Ce plan se compose d'un dossier comprenant un rapport de présentation, un règlement, des plans de zonage réglementaire et des cartes des cotes de référence, ainsi que des documents facilitant la compréhension du dossier (un atlas des cartes d'aléas conjugués et un atlas des cartes des enjeux).

**Article 2** : Ce plan est tenu à la disposition du public avec l'ensemble des documents de la procédure :
- dans les mairies,
- à la préfecture de la Savoie (direction de la sécurité intérieure et de la protection civile / service interministériel de défense et protection civile),
- à la DDT de la Savoie.

**Article 3** : Le présent arrêté sera notifié aux maires de Chambéry, Sonnaz, Méry, Viviers-Du-Lac, Drumettaz-Clarafond, Tresserve, Mouxy, Aix-Les-Bains, Pugny-Chatenod, Le Montcel, Trévignin, Grésy-Sur-Aix, Brison-Saint-Inoncent, Epersy, Saint-Offenge-Dessus, Saint-Offenge-Dessous, Saint-Ours, Mognard, La Biolle, Saint-Germain-La-Chambotte, Albens, Saint-Girod, Cessens, au secrétaire général de la préfecture de la Savoie et à la direction départementale des territoires.

**Article 4 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et mention en sera faite par le préfet, en caractères apparents, dans le journal ci-après désigné :

- Le Dauphiné libéré.

Cet avis sera affiché en chacune des 23 mairies pendant un mois au minimum et porté à la connaissance du public par tout autre procédé en usage dans la commune.

Ces mesures de publicité seront justifiées par un certificat du maire et un exemplaire du journal sera annexé au dossier.

**Article 5 :** Le plan de prévention des risques naturels prévisibles vaut servitude d'utilité publique et sera annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Savoie, les maires des 23 communes, le directeur départemental des territoires, le directeur de la sécurité intérieure et de la protection civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chambéry, le - 4 NOV. 2011

Le Préfet,

Christophe MIRMAND

2

# Annexes

*Arrêtés*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SAVOIE

**Direction Départementale des Territoires**
**Service Sécurité et Risques**
**Unité Risques**

Arrêté préfectoral DDT/SSR/risques n° 2016-1476

**relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département de la Savoie**

Le Préfet de la Savoie,
Chevalier de l'Ordre National de la Légion d'honneur

**VU** le code général des collectivités territoriales ;
**VU** le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 ;
**VU** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.271-4 et L.271-5 ;
**VU** le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;
**VU** le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;
**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
**VU** l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2016 de délégation de signature du préfet au directeur départemental des territoires de la Savoie ;
**VU** l'arrêté préfectoral du 14 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département de la Savoie ;

**SUR** proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Savoie ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'arrêté préfectoral du 14 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département de la Savoie est abrogé.

**Article 2** : L'obligation d'information prévue aux I et II de l'article L.125-5 du code de l'environnement s'applique dans toutes les communes du département de la Savoie.

**Article 3** : Tous les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sont consignés dans un dossier communal d'information.

**Article 4** : Sur la base de ce dossier, l'état des risques est établi directement par le vendeur ou le bailleur, conformément au modèle défini par l'arrêté ministériel du 19 mars 2013.

**Article 5** : L'obligation d'information prévue au IV de l'article L.125-5 du code de l'environnement s'applique pour l'ensemble des arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique sur le territoire de la commune dans lequel se situe le bien. Ceux-ci sont consultables sur le site internet prim.net, rubrique « ma commune face aux risques ».

**Article 6** : Les documents et dossiers mentionnés à l'article 3 du présent arrêté sont tenus à la disposition du public, en mairie et à la direction départementale des territoires de la Savoie et consultables sur le site internet des services de l'État en Savoie : www.savoie.pref.gouv.fr
Les vendeurs ou bailleurs qui en feront la demande pourront, moyennant, le cas échéant, une participation aux frais de reproduction et de transmission des documents, obtenir copie des informations qui les intéressent auprès de la commune concernée, dans les conditions prévues par l'article L.124-1 du code de l'environnement.

# Annexes

*Arrêtés*

**Article 7** : Les dossiers communaux sont mis à jour à chaque arrêté modifiant la situation d'une ou plusieurs communes au regard des conditions mentionnées à l'article R.125-25 du Code de l'Environnement.
La parution d'un nouvel arrêté interministériel portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique n'entraîne pas la mise à jour du présent arrêté.

**Article 8** : Une copie du présent arrêté est adressée à tous les maires des communes du département de la Savoie et à la chambre départementale des notaires.
Le présent arrêté sera affiché en mairie ; l'accomplissement de cette publicité incombe aux maires. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
Une mention de l'arrêté sera insérée dans le journal : Le Dauphiné.

Le présent arrêté sera accessible sur le site internet des services de l'Etat en Savoie.

**Article 9** : Madame la secrétaire générale de la préfecture, Madame la directrice de cabinet, Messieurs les sous-préfets d'arrondissements, Monsieur le directeur départemental des territoires et Mesdames et Messieurs les maires du département sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Chambéry, le 15 NOV. 2016

Pour le Préfet, par délégation,
le directeur départemental des territoires,

Jean-Pierre LESTOILLE

# Annexes

*Arrêtés*

REPUBLIQUE FRANCAISE
*Liberté Egalité Fraternité*

PREFECTURE DE LA SAVOIE

**Cabinet du Préfet**
**Direction Départementale**
**de la Protection Civile**

**Chambéry, le 28 Juin 1999**

**ARRETE PREFECTORAL APPROUVANT LE PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION DU BASSIN CHAMBERIEN SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE APREMONT, BARBERAZ, BARBY, BASSENS, CHALLES-LES-EAUX, CHAMBERY, COGNIN, LA MOTTE SERVOLEX, LA RAVOIRE, LE BOURGET DU LAC, MYANS, SAINT ALBAN LEYSSE, SAINT BALDOPH, SAINT JEOIRE PRIEURE, VOGLANS, VIVIERS-DU-LAC**

**Le PREFET de la SAVOIE**

**VU** la loi n° 87-565 du 22 Juillet 1987 relative à l'organisation de la Sécurité Civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs,

**VU** le décret n° 95-1089 du 11 Octobre 1990 relative à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs pris en application de l'article 21 de la loi susvisée,

**VU** la loi n° 95-101 du 2 Février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, notamment les articles 40.1 à 40.7,

**VU** le décret n° 95.1089 du 5 Octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

**VU** le code de l'urbanisme,

**VU** le code de l'expropriation et notamment les articles R.11.4 à R.11.14,

**VU** le plan de prévention du risque inondation prescrit par arrêté préfectoral du 28 Octobre 1993,

**VU** l'arrêté préfectoral du 8 Janvier 1999 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le plan de prévention du risque inondation élaboré sur le territoire des communes de APREMONT, BARBERAZ, BARBY, BASSENS, CHALLES-les-EAUX, CHAMBERY, COGNIN, LA MOTTE SERVOLEX, LA RAVOIRE, LE BOURGET DU LAC, MYANS, SAINT ALBAN LEYSSE, SAINT BALDOPH, SAINT JEOIRE PRIEURE, VOGLANS, VIVIERS-du-LAC,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur rendus à l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 28 Janvier 1999 au 1er Mars 1999 inclus,

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement,

# Annexes

*Arrêtés*



ARTICLE 1 - Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le plan de prévention du risque inondation du bassin chambérien élaboré sur le territoire des communes de APREMONT, BARBERAZ, BARBY, BASSENS, CHALLES-les-EAUX, CHAMBERY, COGNIN, LA MOTTE SERVOLEX, LA RAVOIRE, LE BOURGET DU LAC, MYANS, SAINT ALBAN LEYSSE, SAINT BALDOPH, SAINT JEOIRE PRIEURE, VOGLANS, VIVIERS-du-LAC,

Le plan de prévention du risque inondation du bassin chambérien comprend :

**A. Documents réglementaires composés de :**

- un rapport de présentation,
- un règlement.
- des documents graphiques,

**B. Documents nécessaires à la bonne compréhension du dossier :**

- synthèses hydrauliques
- cartographie des phénomènes d'inondation
- secteurs particuliers de Technolac et de l'aéroport de Chambéry/Aix-les-Bains

L'ensemble de ces pièces sont tenues à la disposition du public :

**1/ dans chacune des mairies des communes concernées aux heures et jours indiqués ci-après :**

- APREMONT

Lundi - Mardi - Jeudi - Vendredi : de 14 h 00 à 17 h 00
Samedi : de 8 h 30 à 11 h 30

- BARBERAZ

Lundi : de 15 h 00 à 18 h 30
du Mardi au Vendredi : de 9 h 00 à 12 h 00 - de 15 h 00 à 18 h 30
Samedi : de 9 h 00 à 12 h 00

- BARBY

du Lundi au Vendredi : de 9 h 00 à 11 h 00 - de 15 h 00 à 18 h 00
Samedi : de 9 h 00 à 11 h 00

- BASSENS

du Lundi au Vendredi matin de 9 h 00 à 12 h 00
Lundi après-midi : de 13 h 30 à 17 h 00
du Mardi au Vendredi : de 13 h 30 à 17 h 00
Samedi : de 9 h 00 à 12 h 00

# Annexes

*Arrêtés*



■ CHALLES-les-EAUX
du Mardi au Vendredi : de 8 h 30 à 12 h 00 - de 16 h 00 à 18 h 00
Samedi : de 8 h 30 à 12 h 00 - de 14 h 00 à 16 h 00

■ CHAMBERY (Direction des Services Techniques de la Ville - Service urbanisme, immobilier et foncier - Carré Curial)
du Lundi au Vendredi : de 8 h 30 à 12 h 00 - de 13 h 30 à 17 h 30

■ COGNIN
du Mardi au Vendredi : de 10 h 00 à 12 h 00 - de 15 h 30 à 18 h 00
Samedi : de 8 h 00 à 12 h 00 - de 14 h 00 à 16 h 00

■ LA MOTTE SERVOLEX
du Lundi au Vendredi : de 8 h 15 à 11 h 45 - de 13 h 30 à 17 h 00
Samedi : de 8 h 15 à 11 h 45

■ LA RAVOIRE
Lundi : de 13 h 30 à 17 h 15
du Mardi au Vendredi : de 8 h 15 à 11 h 45 - de 13 h 30 à 17 h 15
Samedi : de 8 h 15 à 11 h 45

■ LE BOURGET du LAC
Lundi : de 14 h 00 à 17 h 30
du Mardi au Vendredi : de 8 h 30 à 12 h 00 - de 14 h 00 à 17 h 30
Samedi : de 8 h 30 à 12 h 00

■ MYANS
Lundi : de 13 h 30 à 17 h 00
Mardi et Vendredi : de 16 h 00 à 19 h 00

■ SAINT ALBAN LEYSSE
Lundi : de 14 h 00 à 18 h 00
du Mardi au Vendredi : de de 10 h 00 à 12 h 00 - de 15 h 00 à 18 h 00
Samedi : de 9 h 00 à 12 h 00

■ SAINT BALDOPH
Lundi et Jeudi : de 16 h 00 à 18 h 00
Mardi : de 18 h 00 à 19 h 30
Mercredi : de 15 h 00 à 18 h 00
Samedi : de 8 h 00 à 11 h 00

■ SAINT JEOIRE PRIEURE
Lundi et Mardi : de 8 h 00 à 12 h 00
Mardi - Mercredi - Vendredi : de 14 h 00 à 18 h 00
Samedi : de 9 h 00 à 12 h 00 (2 matinées par mois)

■ VOGLANS
Lundi - Mercredi - Vendredi : de 16 h 00 à 18 h 00
Mardi - Jeudi - Samedo : de 9 h 00 à 12 h 00

■ VIVIERS-du-LAC
Lundi - Mardi - Vendredi - Samedi : de 9 h 00 à 11 h 00
Jeudi : de 13 h 30 à 19 h 30

2/ à la Direction Départementale de l'Equipement - SHE/TE - 1, rue des Cévennes - « l'Adret »- CHAMBERY durant les jours ouvrables de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00

3/ à la Direction Départementale de la Protection Civile - Préfecture de la Savoie pendant les jours ouvrables de 8 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 18 h 00

# Annexes

*Arrêtés*



ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et mention en sera faite en caractères apparents dans les deux journaux ci-après désignés :

- le Dauphiné Libéré,
- la Savoie.

Cet avis sera affiché dans chacune des mairies concernées pendant 1 mois au minimum et porté à la connaissance du public par tout autre procédé en usage dans chacune des mairies.

Ces mesures de publicité seront justifiées par un certificat du maire et un exemplaire des journaux sera annexé au dossier.

ARTICLE 3 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Savoie,
- Messieurs les Maires des communes de APREMONT, BARBERAZ, BARBY, BASSENS, CHALLES-les-EAUX, CHAMBERY, COGNIN, LA MOTTE SERVOLEX, LA RAVOIRE, LE BOURGET DU LAC, MYANS, SAINT ALBAN LEYSSE, SAINT BALDOPH, SAINT JEOIRE PRIEURE, VOGLANS, VIVIERS-du-LAC,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le PREFET,

Pierre-Etienne BISCH

Pour ampliation
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Par délégation,
Le Chef de Bureau

Bernard AIREN

PRÉFECTURE DE LA SAVOIE P.P.D.

# Annexes

*Arrêtés*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SAVOIE

**Direction Départementale des Territoires**
**Service Sécurité Risques**
**Unité Risques**

Arrêté préfectoral DDT/ssr/ur n° 2011-916
**Approbation de la révision partielle du plan de prévention des risques d'inondation du bassin chambérien portant sur le territoire de la commune de Chambéry.**

Le Préfet de la Savoie,
Chevalier de la Légion d'honneur

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L562-1 à L 562-9 et R562-1 à R562-12,

**VU** le code de l'urbanisme,

**VU** le code de la construction et de l'habitat,

**VU** la loi n°2004.811 du 13 août 2004 modifiée, de modernisation de la sécurité civile,

**VU** l'arrêté préfectoral du 28 juin 1999, approuvant le plan de prévention des risques d'inondation (PPRi) sur le bassin chambérien,

**VU** l'arrêté préfectoral du 13 mai 2011, prescrivant la révision partielle du PPRi du bassin chambérien, sur une partie du territoire de la commune de Chambéry,

**VU** l'arrêté préfectoral du 23 août 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique,

**VU** la délibération du 18 juillet 2011 du conseil municipal de la commune de Chambéry,

**VU** l'avis du 19 septembre 2011 de Métropole Savoie,

**VU** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur rendus à l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 19 septembre au 19 octobre 2011,

**VU** l'avis favorable émis par le commissaire enquêteur en date du 18 novembre 2011,

**SUR** proposition de monsieur le directeur départemental des territoires de la Savoie,

**ARRETE**

**Article 1er** : La révision partielle du plan de prévention des risques d'inondation du bassin chambérien sur une partie du territoire de la commune de Chambéry **est approuvée**.
La révision se compose d'un dossier comprenant un rapport de présentation, un plan de zonage réglementaire avec les cotes de référence, ainsi que des documents graphiques facilitant la compréhension du dossier (cartographie des zones inondables avant et après travaux).
Le règlement applicable reste celui du document initial approuvé le 28 juin 1999.

1

# Annexes

*Arrêtés*

L'ensemble de ces pièces est tenu à la disposition du public :
- en mairie de Chambéry,
- à la préfecture de la Savoie (direction de la sécurité intérieure et de la protection civile / service interministériel de défense et protection civile),
- à la DDT de la Savoie.

**Article 2** : Le présent arrêté sera notifié au maire de Chambéry, au président de Métropole Savoie, au secrétaire général de la préfecture de la Savoie et à la direction départementale des territoires.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et mention en sera faite par le préfet, en caractères apparents, dans le journal ci-après désigné :

- Le Dauphiné libéré.

Cet avis sera affiché en mairie de Chambéry pendant un mois au minimum et porté à la connaissance du public par tout autre procédé en usage dans la commune.

Ces mesures de publicité seront justifiées par un certificat du maire et un exemplaire du journal sera annexé au dossier.

**Article 4 :** Le plan de prévention des risques naturels prévisibles vaut servitude d'utilité publique et sera annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Savoie, le maire de Chambéry, le directeur départemental des territoires, le directeur de la sécurité intérieure et de la protection civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 6** : Une copie de cet arrêté sera adressée, pour information, à Messieurs les Maires de : Apremont, Barberaz, Barby, Bassens, Challes Les Eaux, Cognin, La Motte Servolex, La Ravoire, Le Bourget du Lac, Le Viviers du Lac, Myans, Saint Alban Leysse, Saint Baldoph, Saint Jeoire Prieuré et Voglans et à Monsieur le Président de Chambéry Métropole.

Chambéry, le - 7 DEC. 2011

Le Préfet,

Christophe MIRMAND

2

# Annexes

*Arrêtés*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SAVOIE

**Direction Départementale des Territoires**
**Service Sécurité et Risques**
**Unité Risques**

Arrêté préfectoral DDT/SSR/unité risques n° 2019-0921
**relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques et pollutions sur la commune de Chambéry**

Le Préfet de la Savoie,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R 125-27,

**VU** le code la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.271-4 et L.271-5,

**VU** le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique,

**VU** le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

**VU** l'arrêté préfectoral du 8 mars 2019 de délégation de signature du préfet au directeur départemental des territoires de la Savoie,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2016-1476 du 15 novembre 2016 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département de la Savoie,

**VU** l'arrêté préfectoral IAL n° 2016-1631 du 22 décembre 2016 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Chambéry,

**VU** la modification des fiches communales d'information sur les risques et les pollutions de septembre 2018 intégrant l'information relative à la pollution de sols et la situation de la commune au regard du zonage réglementaire à potentiel radon,

**SUR** proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Savoie,

**ARRETE**

**Article 1er :** L'arrêté préfectoral IAL n° 2016-1631 du 22 décembre 2016 est abrogé.

**Article 2 :** Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Chambéry sont consignés dans le dossier communal d'information annexé au présent arrêté.

# Annexes

*Arrêtés*

Ce dossier comprend :

- la mention des risques naturels et technologiques pris en compte,
- la cartographie des zones exposées,
- l'intitulé des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer,
- le niveau de sismicité réglementaire attaché à la commune,
- le niveau du potentiel radon
- la mention des secteurs d'information sur les sols (SIS)
- le nombre des arrêtés ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique.

Ce dossier et les documents de référence sont librement consultables à la mairie de Chambéry et à la Direction Départementale des Territoires de la Savoie.

**Article 3 :** Le dossier communal d'information sera mis à jour au regard des conditions mentionnées à l'article L125-5 du code de l'environnement.

**Article 4 :** Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'information est adressée au maire de la commune de Chambéry et à la chambre départementale des notaires de la Savoie.

Le présent arrêté sera affiché en mairie ; l'accomplissement de cette publicité incombe aux maires. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Savoie.

Une mention de l'arrêté sera insérée dans le journal : Le Dauphiné.

Cet arrêté et le dossier communal d'information seront accessibles depuis le site internet des services de l'État en Savoie : www.savoie.pref.gouv.fr

**Article 5 :** Conformément aux articles R.421-1 à R.421.7 du code de justice administrative, le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

**Article 6 :** Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur de cabinet, Monsieur le directeur départemental des territoires de la Savoie et Monsieur le maire de la commune de Chambéry sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Chambéry, le - 6 SEP. 2019

Pour le Préfet, par délégation,

Le Directeur Départemental
des Territoires

Hervé BRUNELOT

# Annexes

*Arrêtés*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA SAVOIE**

Direction départementale
de la cohésion sociale
et de la protection des populations

Service protection et santé animales
et installations classées
pour la protection de l'environnement

## ARRÊTE PRÉFECTORAL
## portant création des secteurs d'information sur les sols (SIS) sur le territoire de la communauté d'agglomération Grand Chambéry

**LE PRÉFET DE LA SAVOIE**
*Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur,*
*Chevalier de l'Ordre national du Mérite,*

**VU** l'article 173 LOI n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;

**VU** le décret n° 2015-1353 en date du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols (SIS) prévus par l'article L.125-6 du code de l'environnement et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers ;

**VU** le code de l'environnement, notamment les articles L 125-6, R 125-41 à R 125-47, concernant les SIS, L 556-2, R 556-2 à R 556-5 sur la gestion des sites et sols pollués, R 125-23 à R 125-27 relatifs à l'information des acquéreurs et locataires ;

**VU** les articles L 123-19-1 et suivants du code de l'environnement relatif aux concertations du public hors procédure particulière ;

**VU** le code de l'urbanisme, notamment les articles, R 410-15-1, R 431-16, R 442-8-1 concernant les autorisations d'urbanisme sur terrains en SIS ;

**VU** le R 151-53 du code de l'urbanisme concernant l'annexion des SIS aux documents de planification d'urbanisme ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 22 janvier 2020 établissant le bilan de la consultation du public et proposant la prise des arrêtés de SIS pour la Savoie ;

**CONSIDÉRANT** que les SIS ont pour objectif d'informer le public et les usagers, en s'intégrant dans le dispositif général information acquéreurs locataires, et de clarifier la responsabilité des acteurs de la reconversion de sites pollués en imposant des normes de réhabilitation ;

**CONSIDÉRANT** que les parcelles concernées font l'objet d'une pollution avérée ;

# Annexes

*Arrêtés*

**CONSIDÉRANT** que, conformément à l'article R 125-44 I du code de l'environnement, la consultation des collectivités concernées par des projets de SIS est achevée depuis le 09/10/2019, que les propriétaires concernés ont fait l'objet d'une information conformément au R 125-44 II ;

**CONSIDÉRANT** que le public a été fait l'objet d'une consultation du public entre le 19/11/2019 et le 20/12/2019, conformément au décret 2015-1353 ;

**SUR** proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

**ARRÊTE**

**Article 1 : Objet**

Conformément au R 125-45 du code de l'environnement, sont créés, sur le territoire de la communauté d'agglomération Grand Chambéry les Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) suivant :

| Commune | Numéro SIS | Nom |
|---|---|---|
| CHAMBERY | 73SIS02219 | Ancienne Usine à Gaz - La Calamine |
| CHAMBERY | 73SIS02214 | Ancienne usine à gaz |
| CHAMBERY | 73SIS02206 | Rubanox |
| CHAMBERY | 73SIS08454 | Concession Citroen |
| LA RAVOIRE | 73SIS02259 | DECAPAGE METALBOI |

Les fiches descriptives et cartographiques de ces SIS sont annexées au présent arrêté

**Article 2 : Publication**

Les SIS mentionnés à l'article 1 sont publiés sur le site internet http://georisques.gouv.fr ainsi que sur le site internet des services de l'État en Savoie.

Ces SIS sont annexés au Plan Local d'Urbanisme ou au document de planification en vigueur sur les communes concernées conformément à l'article R.125-46 du code de l'environnement.

**Article 3 : obligation d'information acquéreurs/locataires**

Conformément aux articles L.125-5 et L.125-7 et sans préjudice de l'article L.514-20 du code de l'environnement, lorsqu'un terrain ou un bien immeuble situé en secteur d'information sur les sols mentionnés à l'article L.126-6 fait l'objet d'un contrat de vente ou de location, le vendeur ou le bailleur joint au contrat l'état des risques naturels et technologiques et d'information sur les sols qui mentionne l'existence d'un SIS. Il communique les informations rendues publiques par l'État au titre de l'article L.126-6. L'acte de vente ou de location atteste de l'accomplissement de cette formalité.

Conformément à l'article L.125-7, à défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer. L'acquéreur peut aussi demander la réhabilitation du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.

# Annexes

*Arrêtés*

**Article 4 : Notification**

Conformément à l'article R.125-46 du code de l'environnement, le présent arrêté est notifié aux maires des communes et aux présidents des EPCI compétents en matière de planification d'urbanisme ou de délivrance des autorisations d'urbanisme dont le territoire comprend les secteurs d'information sur les sols mentionnés à l'article 1.

**Article 5 : Publicité**

Le présent arrêté est affiché pendant un mois au siège de la ou des collectivités compétentes en matière de planification d'urbanisme et de délivrance des autorisations d'urbanisme ainsi qu'auprès des mairies concernées. Un procès-verbal attestant de l'accomplissement de cette formalité sera établi et adressé à la DDCSPP, service PSAICPE, 321 chemin des moulins 73011 CHAMBERY cedex.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Savoie.

**Article 6 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut être déféré qu'auprès du Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou d'affichage du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie à l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

**Article 7 : Exécution**

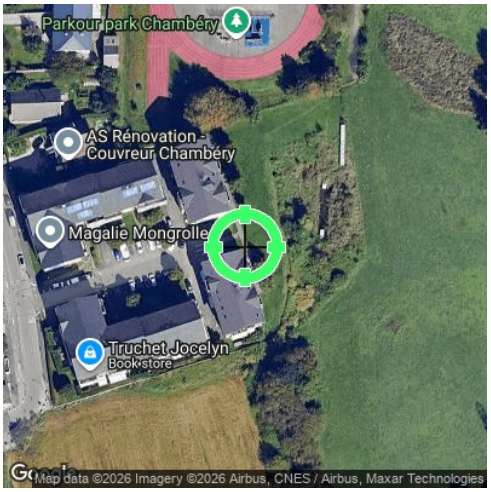
Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le président de la communauté d'agglomération Grand Chambéry et messieurs les maires de Chambéry et La Ravoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes.

Chambéry, le 18 février 2020

Le préfet
pour le préfet et par délégation
le secrétaire général
Signé
Pierre MOLAGER

3/3

# Etat des Risques de Pollution des Sols (ERPS)*

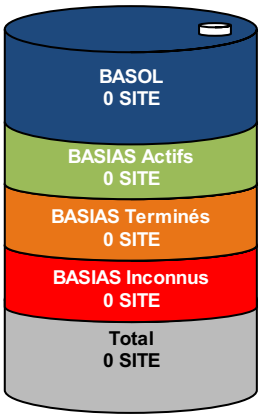



| | |
|---|---|
| **Réalisé en ligne** par** | Media Immo |
| **Pour le compte de** | ADES DIAGNOSTIC |
| **Numéro de dossier** | PCT2026-02/4347 |
| **Date de réalisation** | 17/02/2026 |

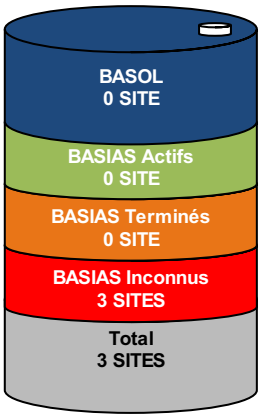
| | |
|---|---|
| **Localisation du bien** | 170, rue du grand champ<br>73000 CHAMBERY |
| **Section cadastrale** | AX 273 |
| **Altitude** | 363.1m |
| **Données GPS** | Latitude 45.593841 - Longitude 5.92168 |

| | |
|---|---|
| **Désignation du vendeur** | BARDOU Nicolas GOUJON Alice |
| **Désignation de l'acquéreur** | |

**Dans un rayon de 200m autour du bien**




**Dans un rayon entre 200m et 500m du bien**




**Conclusion**

A ce jour et selon les informations transmises par le BRGM et le MEDDE, il s'avère qu'à moins de 500m du bien :

➔ **0** site pollué (ou potentiellement pollué) est répertorié par **BASOL**.

➔ **3** sites industriels et activités de service sont répertoriés par **BASIAS**.

➔ **3** sites sont répertoriés au total.

MEDIA IMMO
124, rue Louis Baudoin
91100 CORBEIL ESSONNES
Tél. 01 60 90 80 85
SIRET 750 675 613 RCS EVRY

*Fait à Corbeil Essonnes, le 17/02/2026*

*** Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols.**

*** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ERPS du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données BASOL, BASIAS, CASIAS et des futurs SIS soient à jour.*

Document réalisé à partir des bases de données **BASIAS**, **BASOL** et **CASIAS**
(gérées par le **BRGM** - **B**ureau de **R**echerches **G**éologiques et **M**inières et le **MEDDE** - **M**inistère de l'**E**cologie, du **D**éveloppement **D**urable et de l'**E**nergie)

**SOMMAIRE**

Synthèse de votre **E**tat des **R**isques de **P**ollution des **S**ols
Qu'est-ce que l'ERPS ?
Cartographie des sites situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien
Inventaire des sites BASOL / BASIAS situés à moins de 200m du bien, 500m du bien et non localisés

# Qu'est-ce que l'ERPS ?

**Ce document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols.**

### Qu'est-ce qu'un site pollué ?

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution suceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement. Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe égalemnt autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies.

### Comment sont établis les périmètres et attributs des futurs SIS ?

Le préfet élabore la liste des projets de SIS et la porte à connaissance des maires de chaque commune. L'avis des maires est recueilli, puis les informations de pollution des sols sont mises à jour grâce à la contribution des organismes participants. Ces secteurs seront représentés dans un ou plusieurs documents graphiques, **à l'échelle cadastrale**.

### Quels sont les derniers changements ?

Le décret n° 2022-1289 du 1er octobre 2022 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur les risques vient renforcer le formalisme de l'état de pollution des sols. Depuis le 1er janvier 2023, l'ERP doit mentionner le dernier arrêté pris par le préfet sur l'existence d'un SIS, la date d'élaboration, le numéro des parcelles concernées, ainsi que des dispositions réglementaires, tout en reprenant les informations à disposition dans le système d'information géographique (art R125-26 du Code de l'environnement).

### Que signifient BASOL, BASIAS et CASIAS ?

➔ **BASOL** : **BA**se de données des sites et **SOL**s pollués (ou potentiellement pollués) par les activités industrielles appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

➔ **BASIAS** : **B**ase de données d'**A**nciens **S**ites **I**ndustriels et **A**ctivités de **S**ervice, réalisée essentiellement à partir des archives et gérée par le **BRGM** (**B**ureau de **R**echerches **G**éologiques et **M**inières). **Il faut souligner qu'une inscription dans BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit.**

➔ **CASIAS** : **C**arte des **A**nciens **S**ites **I**ndustriels et **A**ctivités de **S**ervice, présentant l'historique des activités industrielles ou de services que se sont succédé au cours du temps. **CASIAS ne préjuge pas d'une pollution effective des sols des établissements recensés.**

### Que propose Media Immo ?

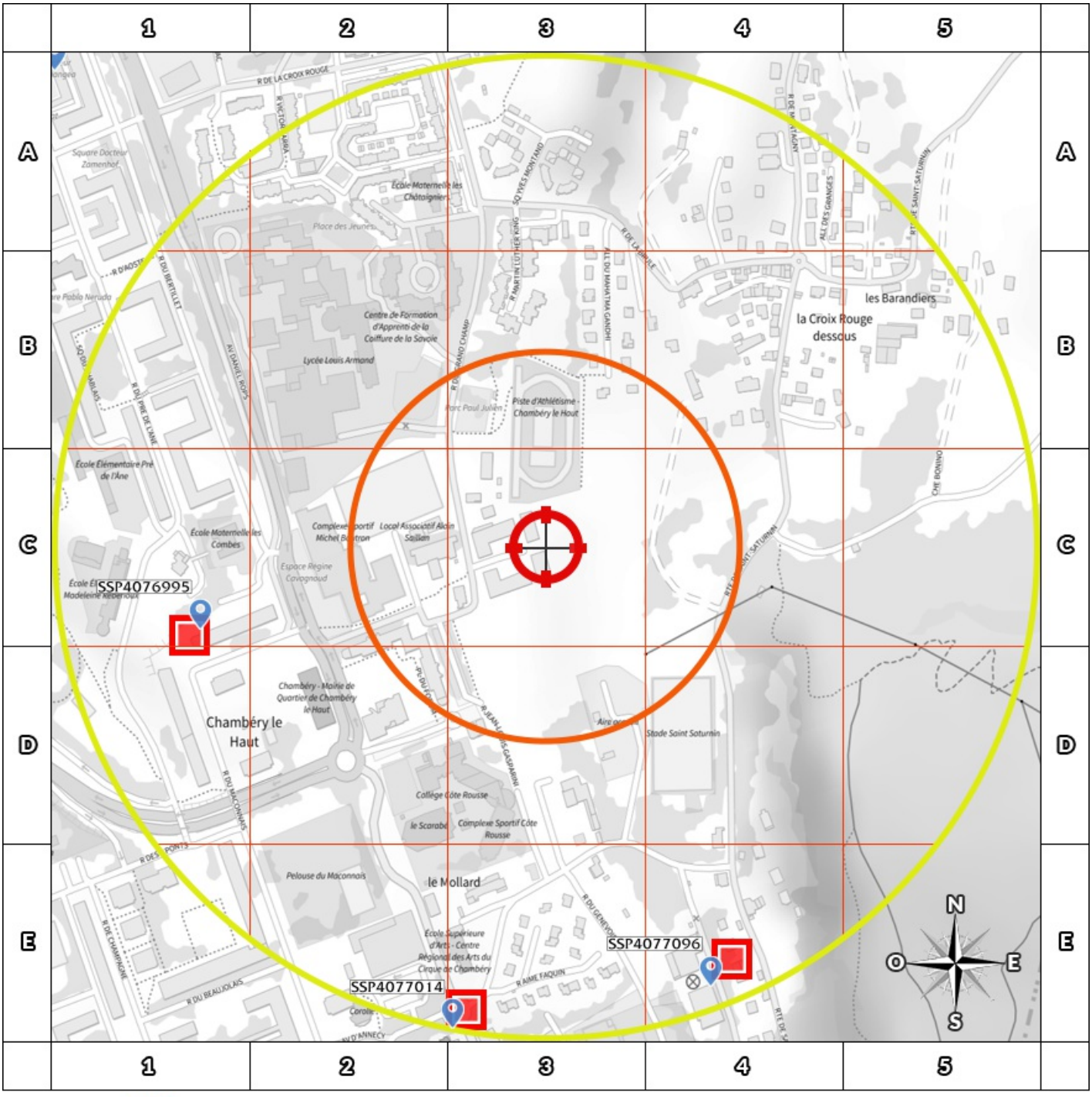
Media Immo vous transmet, à titre informatif, les informations actuellement disponibles et rendues publiques par l'Etat à travers les bases de données **BASOL** et **BASIAS**, et sur **CASIAS**.

### Quels sont les risques si le vendeur ou le bailleur n'informe pas l'acquéreur ou le locataire ?

*« À défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, **dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution**, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la **résolution du contrat** ou, selon le cas, de **se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer**. L'acquéreur peut aussi demander la **réhabilitation du terrain aux frais du vendeur** lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente ». (Extrait du Décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015)*

# Cartographie des sites

*situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien*




BASOL : **BA**se de données des sites et **SOL**s pollués (ou potentiellement pollués)

BASIAS en activité : **B**ase de données d'**A**nciens **S**ites **I**ndustriels et **A**ctivités de **S**ervice

BASIAS dont l'activité est terminée : **B**ase de données d'**A**nciens **S**ites **I**ndustriels et **A**ctivités de **S**ervice

BASIAS dont l'activité est inconnue : **B**ase de données d'**A**nciens **S**ites **I**ndustriels et **A**ctivités de **S**ervice

Sites CASIAS : **C**arte des **A**nciens **S**ites **I**ndustriels et **A**ctivités de **S**ervice

Emplacement du bien

Zone de 200m autour du bien

Zone de 500m autour du bien

**Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des sites pollués (ou potentiellement polluée) situés à moins de 500m du bien représentés par les pictos , , et .**

**Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte.**

**Le descriptif complet des sites CASIAS est consultable sur le site *https://georisques.gouv.fr/*.**

# Inventaire des sites BASOL / BASIAS

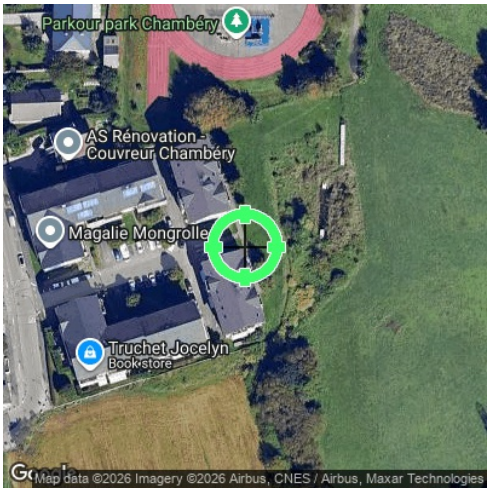
*situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien*

| Repère | Nom | Activité des sites situés à moins de 200m | Distance *(Environ)* |
|---|---|---|---|
| Aucun résultat à moins de 200m | | | |

| Repère | Nom | Activité des sites situés de 200m à 500m | Distance *(Environ)* |
|---|---|---|---|
| C1 | SCDC (Sté Chambérienne de Distribution de Chaleur) | DLI Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.) | 369 m |
| E4 | Sté d'Equipement de la Région de Chambéry (Dir.: FOUREST) | DLI pour chauffage collectif de la ZUP Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.) | 458 m |
| E3 | M. VACHER | Desserte de carburant dans uen épicerie Commerce de gros, de détail, de désserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage) | 476 m |

| Nom | Activité des sites non localisés |
|---|---|
| Aucun site non localisé | |

# Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)*




| | |
|---|---|
| **Réalisé en ligne** par** | Media Immo |
| **Pour le compte de** | ADES DIAGNOSTIC |
| **Numéro de dossier** | PCT2026-02/4347 |
| **Date de réalisation** | 17/02/2026 |

| | |
|---|---|
| **Localisation du bien** | 170, rue du grand champ<br>73000 CHAMBERY |
| **Section cadastrale** | AX 273 |
| **Altitude** | 363.1m |
| **Données GPS** | Latitude 45.593841 - Longitude 5.92168 |

| | |
|---|---|
| **Désignation du vendeur** | BARDOU Nicolas GOUJON Alice |
| **Désignation de l'acquéreur** | |

**RÉFÉRENCES**

Seules sont concernées les ICPE suivies par les DREAL (Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement) pour la majorité des établissements industriels et les DD(CS)PP (Directions départementales (de la cohésion sociale et) de la protection des populations) pour les établissements agricoles, les abattoirs et les équarrissages et certaines autres activités agroalimentaires, avec distinction en attribut du type d'ICPE (SEVESO, IPPC, Silo, Carrière, Autres), de l'activité principale et des rubriques de la nomenclature des installations classées pour lesquelles l'établissement industriel est autorisé.

**GÉNÉALOGIE**

Cette base contient les installations soumises à autorisation ou à enregistrement (en construction, en fonctionnement ou en cessation d'activité). Les données proviennent d'une extraction de la base de données fournie par le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE) et la géolocalisation est effectuée sur la base des coordonnées Lambert indiquées dans l'extraction.

**QUALITÉ DES DONNÉES**

Le niveau de précision de la localisation indiqué en attribut pour chaque ICPE est variable ; Elles peuvent être localisées au Centre de la commune concernée, à l'adresse postale, à leurs coordonnées précises ou leur valeur initiale.

*** Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à les informations rendues publiques par l'Etat.**

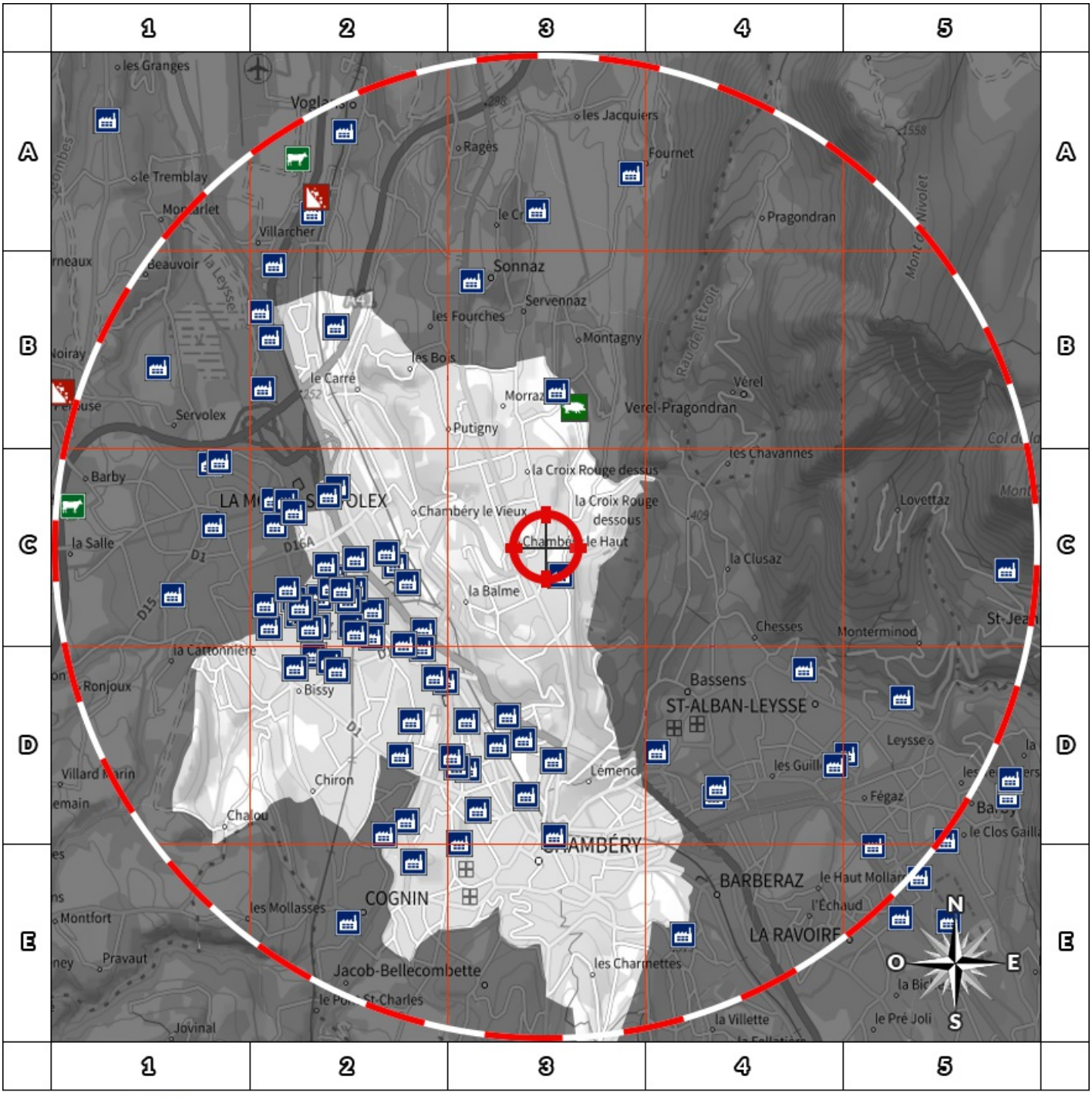
*** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ICPE du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données soient à jour.*

**SOMMAIRE**

Synthèse des **I**nstallations **C**lassées pour la **P**rotection de l'**E**nvironnement
Cartographie des ICPE
Inventaire des ICPE

# Cartographie des ICPE

*Commune de CHAMBERY (73000)*




- Usine Seveso
- Usine non Seveso
- Carrière
- Emplacement du bien
- Elevage de porc
- Elevage de bovin
- Elevage de volaille
- Zone de 5000m autour du bien

**Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des Installations Classées pour le Protection de l'Environnement situées à moins de 5000m du bien représentées par les pictos , , , , et .**

**Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte.**

# Inventaire des ICPE

*Commune de CHAMBERY (73000)*

| Repère | Situation | Nom | Adresse | Etat d'activité<br>Régime | Seveso<br>Priorité Nationale |
|---|---|---|---|---|---|
| ***ICPE situeés à moins de 5000m du bien*** | | | | | |
| B3 | Valeur Initiale | PORCHERIE DE SONNAZ | Les Villières<br>73000 Chambéry | En fin d?exploitation<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | ALPINA SAVOIE | 209 rue Aristide Bergès BP 9417<br>73000 CHAMBERY | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D2 | Valeur Initiale | ABAG-DB VIANDE 73 | 30, Rue Emile Romanet<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | JEAN LAIN | zone industrielle des landiers nord<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D2 | Valeur Initiale | SOCIETE COOPERATIVE LAITIERE BISSY-SAVO | 114, avenue du Général Cartier<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | FOUR ET CLEMENT SA | ZI de la Cassine 94 Chemin de la Rotonde<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D2 | Valeur Initiale | SA ROUTIN 1883 | avenue de la houille blanche ZI Bissy<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | AGELIA | 22 rue Jean Jaurès<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| B3 | Valeur Initiale | PROVENT SAS | ROUTE DE SONNAZ<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | MONT BLANC COMPOSITE | 1984, avenue des landiers<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | SOCIETE NOUVELLE ALP'VIANDES | 1426 av de la Houille Blanche<br>73000 CHAMBERY | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | OPINEL SAS | Site de la Reveriaz 508, Boulevard Henri Bordeaux<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | SYNDICAT MIXTE DE L ABATTOIR DE CHAMBERY | Place DU CHATEAU HOTEL DEP CHATEAU DUCS DE SAVOIE 73018 CHAMBERY CEDEX<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | SAS SODIVIANDES | 1426 avenue de la Houille Blanche ZI Bissy<br>73000 Chambéry | En fin d?exploitation<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | SYNDICAT MIXTE DE L ABATTOIR DE CHAMBERY | Place DU CHATEAU HOTEL DEP CHATEAU DUCS DE SAVOIE 73018 CHAMBERY CEDEX<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D2 | Valeur Initiale | ABAG-DB VIANDE 73 | 30, Rue Emile Romanet<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D2 | Valeur Initiale | SOCIETE COOPERATIVE LAITIERE BISSY-SAVO | 114, avenue du Général Cartier<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D2 | Valeur Initiale | SA ROUTIN 1883 | avenue de la houille blanche ZI Bissy<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| B3 | Valeur Initiale | PROVENT SAS | ROUTE DE SONNAZ<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | SOCIETE NOUVELLE ALP'VIANDES | 1426 av de la Houille Blanche<br>73000 CHAMBERY | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D2 | Valeur Initiale | LACROIX SA | 397, Avenue du Grand Verger<br>73000 CHAMBERY | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | TRADITION TRAITEUR | Z.I. des Landiers<br>73000 CHAMBERY | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D2 | Valeur Initiale | MENUISERIE GUSMERINI | 3 Rue de l'Arclusaz<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | SNCF ETABLISSEMENT DE MAINTENANCE | 731 chemin de la rotonde<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| B3 | Valeur Initiale | PORCHERIE DE SONNAZ | Les Villières<br>73000 Chambéry | En fin d?exploitation<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |

| Repère | Situation | Nom | Adresse | Etat d'activité<br>Régime | Seveso<br>Priorité Nationale |
|---|---|---|---|---|---|
| *ICPE situeés à moins de 5000m du bien* | | | | | |
| D2 | Valeur Initiale | LACROIX SA | 397, Avenue du Grand Verger<br>73000 CHAMBERY | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | FOLLIET CAFES | 669 Chemin de la Cassine<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | SAINT GOBAIN TECHNICALS FABRICS | Etablissement Textile 10, Place de Coubertin<br>73000 CHAMBERY | En fin d'exploitation<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | MONT BLANC COMPOSITE | 1984, avenue des landiers<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | ABATTOIR DE CHAMBERY | ZI Bissy - Avenue de la Houille Blanche<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | OPINEL SAS | Site de la Reveriaz 508, Boulevard Henri Bordeaux<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | FOLLIET CAFES | 574, rue de Chantabord Zone industrielle de Bissy<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | FOLLIET CAFES | 669 Chemin de la Cassine<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D2 | Valeur Initiale | VALDELEC SAS | 928, avenue de la Houille Blanche<br>73000 Chambéry | En fin d?exploitation<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | CEMOI CONFISEUR | 556 Rue de Chantabord<br>73000 CHAMBERY | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>OUI |
| C2 | Valeur Initiale | MOULINS DE SAVOIE | 277, Rue du Général Borson ZI de Bissy<br>73094 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | CARREFOUR | 1097 Avenue des Landiers Centre commercial CHAMNORD<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | INITIAL BTB | 790, chemin de la Rotonde BP 9156<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | AGELIA | 22 rue Jean Jaurès<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | NATIONAL STANDARD S.A. | 1247 avenue de la Houille Blanche<br>73000 CHAMBERY | En fin d'exploitation<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | TRADITION TRAITEUR | Z.I. des Landiers<br>73000 CHAMBERY | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | CEMOI CONFISEUR | 556 Rue de Chantabord<br>73000 CHAMBERY | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>OUI |
| D3 | Valeur Initiale | SNCF ETABLISSEMENT DE MAINTENANCE | 731 chemin de la rotonde<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | CARREFOUR | 1097 Avenue des Landiers Centre commercial CHAMNORD<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | SAS SODIVIANDES | 1426 avenue de la Houille Blanche ZI Bissy<br>73000 Chambéry | En fin d?exploitation<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | SO SA VI SOCIETE SAVOISIENNE DES VIANDES | Rue Paul Girod ZI de Bissy<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | ALPINA SAVOIE | 209 rue Aristide Bergès BP 9417<br>73000 CHAMBERY | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | ALPVIANDES | 1426 avenue de la houille blanche<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | JEAN LAIN | zone industrielle des landiers nord<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | ROYAL CASSINE | 268, chemin de la Rotonde LA CASSINE<br>73000 Chambéry | En fin d?exploitation<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | FOUR ET CLEMENT SA | ZI de la Cassine 94 Chemin de la Rotonde<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |

| Repère | Situation | Nom | Adresse | Etat d'activité<br>Régime | Seveso<br>Priorité Nationale |
|---|---|---|---|---|---|
| *ICPE situeés à moins de 5000m du bien* | | | | | |
| C2 | Valeur Initiale | SO SA VI SOCIETE SAVOISIENNE DES VIANDES | Rue Paul Girod ZI de Bissy<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D2 | Valeur Initiale | MENUISERIE GUSMERINI | 3 Rue de l'Arclusaz<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| B2 | Valeur Initiale | MITHIEUX ET FILS | 570, Avenue de Villarcher ZI des Landiers Nord<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>OUI |
| D3 | Valeur Initiale | SCAVI | Avenue des Landiers<br>73160 COGNIN | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| B2 | Valeur Initiale | MITHIEUX ET FILS | 570, Avenue de Villarcher ZI des Landiers Nord<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>OUI |
| C2 | Valeur Initiale | CARREFOUR BASSENS STATION SERVICE | 21 Rue Centrale<br>73000 Bassens | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | SCDC (CENTRALE DE BISSY) | ZI DE BISSY 193, Rue du Pré Demaison<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>OUI |
| C2 | Valeur Initiale | BHS SYNDICAT INTERHOSPITALIER DE SAVOIE | 127 RUE DU PRE DEMAISON<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C3 | Valeur Initiale | SCDC (CENTRALE CROIX ROUGE) | route de Genevois Chambéry le Haut<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | SAVOIE DECHETS | 336 RUE DE CHANTABORD USINE D'INCINERATION DE CHAMBERY 73024 CHAMBERY CEDEX<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>OUI |
| D2 | Valeur Initiale | VICAT (USINE DE CHAMBERY LA REVERIAZ) | 569-665, Boulevard Henri Bordeau<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D2 | Valeur Initiale | PLACOPLATRE | ZI de Bissy 436, Rue Emile Romanet<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | RUBANOX CHAMBERY | 235 avenue Alsace Lorraine<br>73000 Chambéry | En fin d?exploitation<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | OCV CHAMBERY INTERNATIONAL | 767, Quai des Allobroges<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | LES GALERIES LAFAYETTE | 19 bd de la colonne - bp 388<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | SATM | 1327 Avenue de la Houille Blanche ZI de Bissy<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D2 | Valeur Initiale | FYSOL SAS | 130 avenue des Follaz BP 928<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>OUI |
| C2 | Valeur Initiale | SCDC (CENTRALE DE BISSY) | ZI DE BISSY 193, Rue du Pré Demaison<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>OUI |
| B2 | Valeur Initiale | CHAMBERY METROPOLE (COMPOSTAGE) | lieu-dit CHAMPLAT<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C3 | Valeur Initiale | SCDC (CENTRALE CROIX ROUGE) | route de Genevois Chambéry le Haut<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | ROUTIN | 907 rue Emile Romanet<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D2 | Valeur Initiale | VICAT (USINE DE CHAMBERY LA REVERIAZ) | 569-665, Boulevard Henri Bordeau<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | DOLIN | 1138 avenue du Grand Arietaz BP 9416<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D2 | Valeur Initiale | PLACOPLATRE | ZI de Bissy 436, Rue Emile Romanet<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | LE MARGERIE | 371, avenue d'annecy<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | OCV CHAMBERY INTERNATIONAL | 767, Quai des Allobroges<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |

| Repère | Situation | Nom | Adresse | Etat d'activité<br>Régime | Seveso<br>Priorité Nationale |
|---|---|---|---|---|---|
| *ICPE situeés à moins de 5000m du bien* | | | | | |
| D3 | Valeur Initiale | SARP CENTE EST | 324, rue Aristide Bergès ZI Bissy<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | SUEZ RV Centre Est | 59-65 rue de la Reveriaz<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>OUI |
| C2 | Valeur Initiale | SATM | 1327 Avenue de la Houille Blanche ZI de Bissy<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | TRIALP | 928 Av de la Houille Blanche ZI BISSY<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>OUI |
| E2 | Valeur Initiale | GRANULAT VICAT | Site de la Reveriaz 456 Boulevard Henry Bordeaux<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | ONYX | 324, RUE A. BERGES<br>73000 CHAMBERY | En fin d'exploitation<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | Alp Acier Etanchéité | 42, rue du pré demaison<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | SUEZ RV Centre Est | 59-65 rue de la Reveriaz<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>OUI |
| C2 | Valeur Initiale | TRIALP | 928 Av de la Houille Blanche ZI BISSY<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>OUI |
| D3 | Valeur Initiale | SCAVI | Avenue des Landiers<br>73160 COGNIN | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | ONYX | 324, RUE A. BERGES<br>73000 CHAMBERY | En fin d'exploitation<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | CARREFOUR BASSENS STATION SERVICE | 21 Rue Centrale<br>73000 Bassens | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D2 | Valeur Initiale | PURFER | 931, Avenue du Grand Arietaz ZI Bissy<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | BHS SYNDICAT INTERHOSPITALIER DE SAVOIE | 127 RUE DU PRE DEMAISON<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | STATION SERVICE COUDURIER PERCEVAL-ADEME | 1 rue du commandant Perceval<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | SAVOIE DECHETS | 336 RUE DE CHANTABORD USINE D'INCINERATION DE CHAMBERY 73024 CHAMBERY CEDEX<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>OUI |
| D3 | Valeur Initiale | EMI Exploitation Maintenance Ind(COROLA) | 98 rue du pré-pognon<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | RUBANOX CHAMBERY | 235 avenue Alsace Lorraine<br>73000 Chambéry | En fin d?exploitation<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | SAVOIE DECHETS | 928 Av de la Houille Blanche ZI BISSY<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | DELAGE ELECTROLISING | 235, avenue Alsace Lorraine<br>73000 CHAMBERY | En fin d'exploitation<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | GRAND CHAMBERY (ex CHAMBERY METROPOLE) | rue de chantabord Z.I. de Bissy<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | MOULINS DE SAVOIE | 277, Rue du Général Borson ZI de Bissy<br>73094 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | GARAGE CHOUMOUS | 806avenue des Landiers<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | INITIAL BTB | 790, chemin de la Rotonde BP 9156<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | PERRENOT SAVOIE (ex SNTA) | 179 Rue Paul Girod<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | DELAGE ELECTROLISING | 235, avenue Alsace Lorraine<br>73000 CHAMBERY | En fin d'exploitation<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |

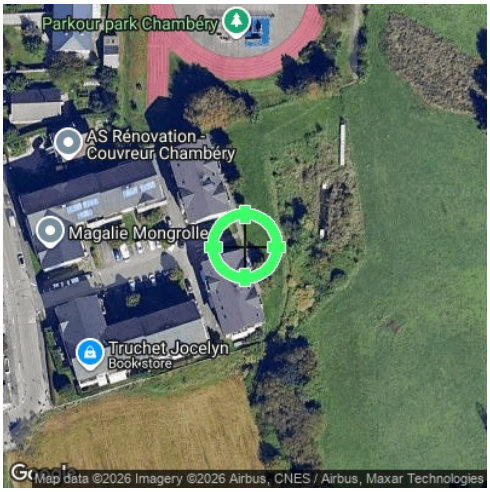
| Repère | Situation | Nom | Adresse | Etat d'activité<br>Régime | Seveso<br>Priorité Nationale |
|---|---|---|---|---|---|
| *ICPE situeés à moins de 5000m du bien* | | | | | |
| C2 | Valeur Initiale | EWELLIX | 148, rue Félix Esclangon ZI de Bissy<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | TOTAL MARKETING FRANCE | 427 rue Eugène Ducretet<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | ERDF | 711 avenue du grand ariétaz<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | DISPANO - DMBP | 2080 avenue des Landiers<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | SULPIS Christophe (propriétaire) | Lieu-dit Les Bois (Parcelle n° 281 - Section KC)<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D2 | Valeur Initiale | VALDELEC SAS | 928, avenue de la Houille Blanche<br>73000 Chambéry | En fin d?exploitation<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | PEPINIERES CHOLAT | 875 chemin de la Cassine<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | ALPVIANDES | 1426 avenue de la houille blanche<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | EWELLIX | 148, rue Félix Esclangon ZI de Bissy<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | ROYAL CASSINE | 268, chemin de la Rotonde LA CASSINE<br>73000 Chambéry | En fin d?exploitation<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | ERDF | 711 avenue du grand ariétaz<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | NATIONAL STANDARD S.A. | 1247 avenue de la Houille Blanche<br>73000 CHAMBERY | En fin d'exploitation<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | SULPIS Christophe (propriétaire) | Lieu-dit Les Bois (Parcelle n° 281 - Section KC)<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | SAINT GOBAIN TECHNICALS FABRICS | Etablissement Textile 10, Place de Coubertin<br>73000 CHAMBERY | En fin d'exploitation<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | PADEY Yves (propriétaire exploitant) | Rue du Carré (Parcelles n° 35 et 37 - Section KB<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | ABATTOIR DE CHAMBERY | ZI Bissy - Avenue de la Houille Blanche<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | FOURRIERE CHAMBERY DEPANNAGE | 315, avenue des landiers<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | FOLLIET CAFES | 574, rue de Chantabord Zone industrielle de Bissy<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | FOSECO | 235 rue Alsace Lorraine<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | PADEY Yves (propriétaire exploitant) | Rue du Carré (Parcelles n° 35 et 37 - Section KB<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| B2 | Valeur Initiale | CHAMBERY METROPOLE (COMPOSTAGE) | lieu-dit CHAMPLAT<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | FOSECO | 235 rue Alsace Lorraine<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | ROUTIN | 907 rue Emile Romanet<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | GRAND CHAMBERY (ex CHAMBERY METROPOLE) | rue de Chantabord<br>73000 CHAMBERY | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | DOLIN | 1138 avenue du Grand Arietaz BP 9416<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | ERDF | 711 avenue du Grand ARIeTAZ<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |

| Repère | Situation | Nom | Adresse | Etat d'activité<br>Régime | Seveso<br>Priorité Nationale |
|---|---|---|---|---|---|
| ***ICPE situeés à moins de 5000m du bien*** | | | | | |
| D3 | Valeur Initiale | LE MARGERIE | 371, avenue d'annecy<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | CARREFOUR CHAMNORD STATION SERVICE | 1097 avenue des Landiers Centre commercial Chamnord<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | SARP CENTE EST | 324, rue Aristide Bergès ZI Bissy<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | ATP SERVICES | ZI Fracon Prégaut<br>73420 VOGLANS | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | LES GALERIES LAFAYETTE | 19 bd de la colonne - bp 388<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | DISPANO - DMBP | 2080 avenue des Landiers<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | TOTAL MARKETING FRANCE | 427 rue Eugène Ducretet<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | GRAND CHAMBERY (ex CHAMBERY METROPOLE) | rue de Chantabord<br>73000 CHAMBERY | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | FOURRIERE CHAMBERY DEPANNAGE | 315, avenue des landiers<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | ERDF | 711 avenue du Grand ARIeTAZ<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | PEPINIERES CHOLAT | 875 chemin de la Cassine<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | CARREFOUR CHAMNORD STATION SERVICE | 1097 avenue des Landiers Centre commercial Chamnord<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | GRAND CHAMBERY (ex CHAMBERY METROPOLE) | rue de chantabord Z.I. de Bissy<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D3 | Valeur Initiale | ATP SERVICES | ZI Fracon Prégaut<br>73420 VOGLANS | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | GARAGE CHOUMOUS | 806avenue des Landiers<br>73000 CHAMBERY | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| C2 | Valeur Initiale | GRAND CHAMBERY | 300 rue de Chantabord<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>OUI |
| D3 | Valeur Initiale | PERRENOT SAVOIE (ex SNTA) | 179 Rue Paul Girod<br>73000 Chambéry | Inconnu<br>INCONNU | Non Seveso<br>NON |
| D2 | Valeur Initiale | FYSOL SAS | 130 avenue des Follaz BP 928<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>OUI |
| C2 | Valeur Initiale | GRAND CHAMBERY | 300 rue de Chantabord<br>73000 Chambéry | En exploitation avec titre<br>INCONNU | Non Seveso<br>OUI |

| Nom | Adresse | Etat d'activité<br>Régime | Seveso<br>Priorité Nationale |
|---|---|---|---|
| ***ICPE situeés à plus de 5000m du bien*** | | | |
| Aucun ICPE à plus de 5000m du bien sur la commune CHAMBERY | | | |

# **Etat** des **nuisances sonores aériennes**

*En application des articles L 112-3 et L 112-9 du Code de l'Urbanisme*




| | |
|---|---|
| **Réalisé en ligne* par** | ADES DIAGNOSTIC |
| **Numéro de dossier** | PCT2026-02/4347 |
| **Date de réalisation** | 17/02/2026 |

| | |
|---|---|
| **Localisation du bien** | 170, rue du grand champ<br>73000 CHAMBERY |
| **Section cadastrale** | AX 273 |
| **Altitude** | 363.1m |
| **Données GPS** | Latitude 45.593841 - Longitude 5.92168 |

| | |
|---|---|
| **Désignation du vendeur** | BARDOU Nicolas GOUJON Alice |
| **Désignation de l'acquéreur** | |

** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ENSA du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données soient à jour.*

| EXPOSITION DE L'IMMEUBLE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS D'EXPOSITION AU BRUIT | |
|---|---|
| Non exposé | 000 AX 273 |

**SOMMAIRE**

Synthèse de votre **E**tat des **N**uisances **S**onores **A**ériennes
Imprimé Officiel (feuille rose/violette)
Cartographie
Prescriptions d'Urbanisme applicables dans les zones de bruit des Aérodromes

# Etat des nuisances sonores aériennes

*En application des articles L 112-3 et L 112-9 du Code de l'Urbanisme*

**Les zones de bruit des plans d'exposition au bruit constituent des servitudes d'urbanisme (art. L. 112-3 du code de l'urbanisme) et doivent à ce titre être notifiées à l'occasion de toute cession, location ou construction immobilière.**

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral
n° du mis à jour le

**Adresse de l'immeuble**
170, rue du grand champ
73000 CHAMBERY

**Cadastre**
AX 273

## Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans d'exposition au bruit (PEB)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un **PEB** [1] **oui** ☐ **non** ☑

**révisé** ☐ **approuvé** ☐ date

[1] si **oui**, nom de l'aérodrome :

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux d'insonorisation [2] **oui** ☐ **non** ☑

[2] si **oui**, les travaux prescrits ont été réalisés **oui** **non**

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre **PEB** [1] **oui** ☐ **non** ☑

**révisé** ☐ **approuvé** ☐ date

[1] si **oui**, nom de l'aérodrome :

## Situation de l'immeuble au regard du zonage d'un plan d'exposition au bruit

> L'immeuble se situe dans une zone de bruit d'un plan d'exposition au bruit définie comme :

**zone A** [1] forte ☐ **zone B** [2] forte ☐ **zone C** [3] modérée ☐ **zone D** [4] ☐

[1] (intérieur de la courbe d'indice Lden 70)

[2] (entre la courbe d'indice Lden 70 et une courbe choisie entre Lden 65 et 62)

[3] (entre la limite extérieur de la zone B et la courbe d'indice Lden choisie entre 57 et 55)

[4] (entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice Lden 50). Cette zone n'est obligatoire que pour les aérodromes mentionnés au I de l'article 1609 quatervicies A du code général des impôts (et sous réserve des dispositions de l'article L. 112-9 du code de l'urbanisme pour les aérodromes dont le nombre de créneaux horaires attribuables fait l'objet d'une limitation réglementaire sur l'ensemble des plages horaires d'ouverture).

Nota bene : Lorsque le bien se situe sur 2 zones, il convient de retenir la zone de bruit la plus importante.

## Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des nuisances prises en compte

Consultation en ligne sur https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-dexposition-au-bruit-peb
Plan disponible en Prefecture et/ou en Mairie de CHAMBERY

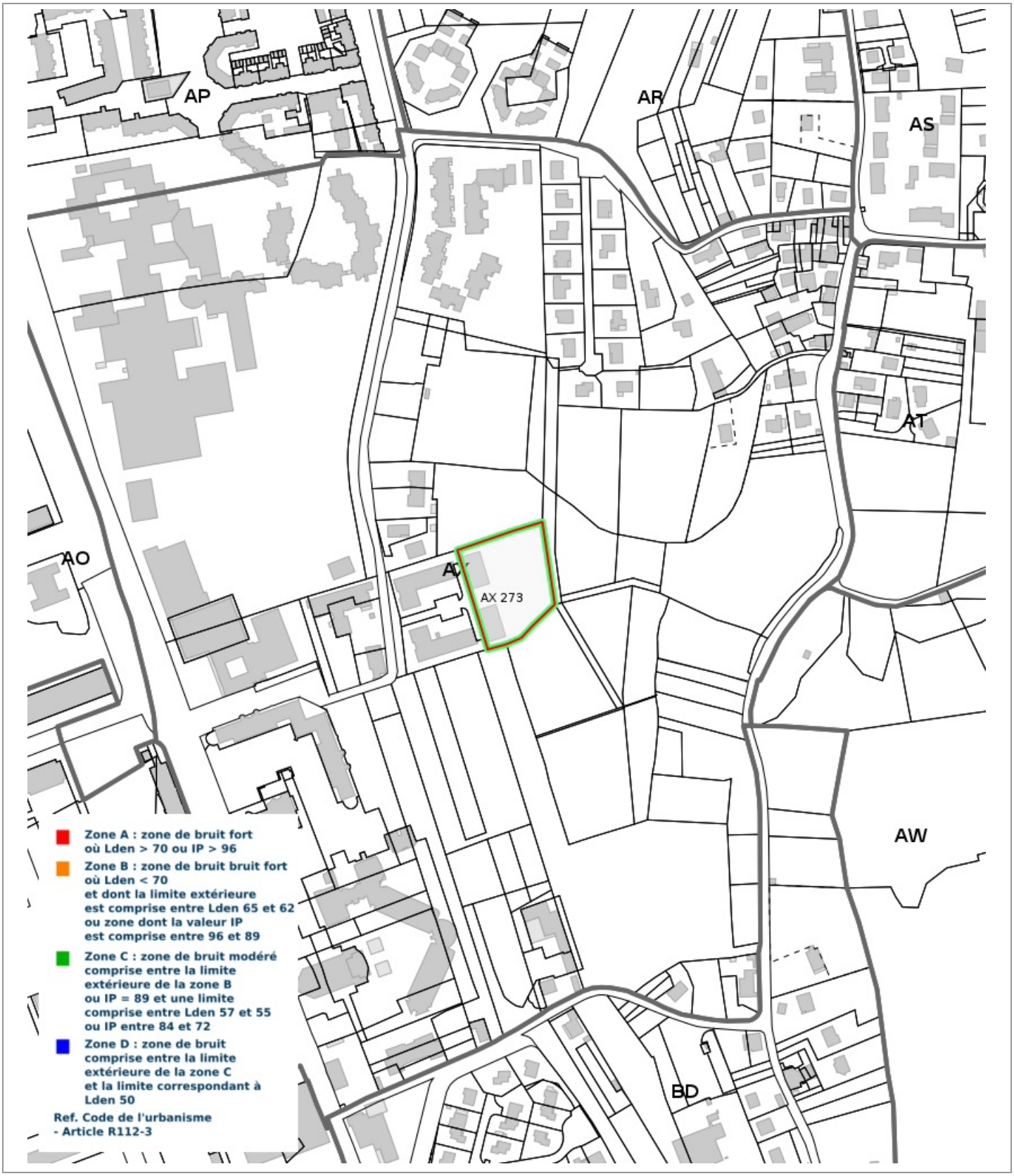
## Vendeur - Acquéreur

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Vendeur** | BARDOU Nicolas GOUJON Alice | | |
| **Acquéreur** | | | |
| **Date** | 17/02/2026 | **Fin de validité** | 17/08/2026 |

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être intégré au dossier de diagnostics technique - DDT (annexé, selon le cas, à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente et au contrat de location ou annexé à ces actes si la vente porte sur un immeuble non bâti) et à être **annexé** à l'acte authentique de vente et, le cas échéant, au contrat préliminaire en cas de vente en l'état futur d'achèvement.
Information sur les nuisances sonores aériennes. Pour en savoir plus, consultez le site Internet du ministère de la transition écologiques et solidaire
**https://www.ecologie-solidaire.gouv.fr/**

L'édition et la diffusion de ce document implique l'acceptation des Conditions Générales de Vente, disponibles sur le site https://www.naturalsrisks.com
© 2026 Media Immo. Siège social : 124 rue Louis Baudoin 91100 CORBEIL ESSONNES - RCS EVRY 750 675 613 - RCP GENERALI N°AP 559 256

# Cartographie du Plan d'Exposition au Bruit



# Prescriptions d'Urbanisme applicables dans les zones de bruit des Aérodromes

direction générale de l'Aviation civile

## PRESCRIPTIONS D'URBANISME APPLICABLES DANS LES ZONES DE BRUIT DES AERODROMES

| CONSTRUCTIONS NOUVELLES | ZONE A | ZONE B | ZONE C | ZONE D |
|---|---|---|---|---|
| **Logements nécessaires à l'activité de l'aérodrome, hôtels de voyageurs en transit** | | | | |
| **Logements de fonction nécessaires aux activités industrielles ou commerciales admises dans la zone** | dans les secteurs déjà urbanisés | | | |
| **Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaires à l'activité agricole** | dans les secteurs déjà urbanisés | | | |
| **Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaires à l'activité aéronautique** | s'ils ne peuvent être localisés ailleurs | | | |
| **Constructions à usage industriel, commercial et agricole** | s'ils ne risquent pas d'entraîner l'implantation de population permanente | | | |
| **Equipements publics ou collectifs** | s'ils sont nécessaires à l'activité aéronautique ou indispensables aux populations existantes | | | |
| **Maisons d'habitation individuelles non groupées** | | | si secteur d'accueil déjà urbanisé et desservi par équipements publics sous réserve d'un faible accroissement de la capacité d'accueil | |
| **Immeubles collectifs à usage d'habitation** | | | | |
| **Habitat groupé (lotissement, ...) parcs résidentiels de loisirs** | | | | |

| HABITAT EXISTANT | ZONE A | ZONE B | ZONE C | ZONE D |
|---|---|---|---|---|
| **Opérations de rénovation, de réhabilitation, d'amélioration, d'extension mesurée ou de reconstruction des constructions existantes** | sous réserve de ne pas accroître la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances | | | |
| **Opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain** pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existants | | | si elles n'entraînent pas d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores | |

| CONSTRUCTIONS NOUVELLES ET HABITAT EXISTANT | | |
|---|---|---|
| **autorisé sous réserve de mesures d'isolation acoustique** | **autorisé sous conditions** | **Non autorisé** |

© DGAC 2004

ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n° **PCT2026-02/4347** relatif à l'immeuble bâti visité situé au : 170, rue du grand champ 73000 CHAMBÉRY.

Je soussigné, **MOUGENOT Sylvère**, technicien diagnostiqueur pour la société **ADES diagnostic** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

| Prestations | Nom du diagnostiqueur | Entreprise de certification | N° Certification | Echéance certif |
|---|---|---|---|---|
| Amiante | MOUGENOT Sylvère | ABCIDIA CERTIFICATION | 16-740 | 05/01/2029 (Date d'obtention : 06/01/2022) |
| Amiante ApTvx | MOUGENOT Sylvère | ABCIDIA CERTIFICATION | 16-740 | 05/01/2029 (Date d'obtention : 06/01/2022) |
| DPE sans mention | MOUGENOT Sylvère | ABCIDIA CERTIFICATION | 16-740 | 05/01/2029 (Date d'obtention : 06/01/2022) |
| Electricité | MOUGENOT Sylvère | ABCIDIA CERTIFICATION | 16-740 | 05/01/2029 (Date d'obtention : 06/01/2022) |
| Gaz | MOUGENOT Sylvère | ABCIDIA CERTIFICATION | 16-740 | 05/01/2029 (Date d'obtention : 06/01/2022) |
| Audit Energetique | MOUGENOT Sylvère | ABCIDIA CERTIFICATION | 16-740 | 05/01/2029 (Date d'obtention : 20/12/2024) |
| Plomb | MOUGENOT Sylvère | ABCIDIA CERTIFICATION | 16-740 | 05/01/2029 (Date d'obtention : 06/01/2022) |

- Avoir souscrit à une assurance (AXA France SA Iard n° 10583931804C094 valable jusqu'au 31/12/2026) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.
-

Fait à **CHAMBÉRY**, le **17/02/2026**

Signature de l'opérateur de diagnostics :



***Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation***

*« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »*

***Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation***

*« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »*